



**HAL**  
open science

# ETUDE DE FAISABILITE POUR LA PROMOTION DE LA FILIERE LAPIN EN PROVINCE DE CIBITOKÉ

Thierry Gidenne, Tharcisse Sebushahu

► **To cite this version:**

Thierry Gidenne, Tharcisse Sebushahu. ETUDE DE FAISABILITE POUR LA PROMOTION DE LA FILIERE LAPIN EN PROVINCE DE CIBITOKÉ. FAO. 2024. hal-04830719

**HAL Id: hal-04830719**

**<https://hal.inrae.fr/hal-04830719v1>**

Submitted on 11 Dec 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

## **BUREAU BURUNDI**

**PROJET TCP/BDI/3902 (723842)**

*« Main dans la main »*

### **ETUDE DE FAISABILITE POUR LA PROMOTION DE LA FILIERE LAPIN EN PROVINCE DE CIBITOKÉ**



Rapport préparé par : - **Mr Thierry GIDENNE, *France***  
- **M. Tharcisse SEBUSHAHU, *Burundi***

**Novembre 2024**

# TABLE DES MATIERES

## Table des matières

I.	CONTEXTE GENERAL ET OBJET DE L'ETUDE .....	6
II.	RESULTATS ATTENDUS .....	10
III.	CADRE INSTITUTIONNEL.....	11
	3.1. Brève présentation du pays.....	11
	3.2. Cadre institutionnel des productions animales .....	12
IV.	METHODOLOGIE DE L'ETUDE .....	13
	4.1 Phase préparatoire .....	14
	4.2 Phase de terrain .....	14
	4.3 Phase de rédaction .....	15
V.	ETAT DES LIEUX DE LA FILIERE LAPIN AU BURUNDI .....	15
	5.1 Maillon recherche .....	15
	5.1.1 Etat des lieux .....	15
	5.1.2 Contraintes.....	16
	5.1.3 Opportunités .....	17
	5.2 Maillon production.....	17
	5.2.1 Etat des lieux .....	17
	5.2.1.1 L'élevage traditionnel.....	17
	5.2.1.1.1 L'appui conseil et la formation .....	18
	5.2.1.1.2 L'habitat et les équipements d'élevage .....	19
	5.2.1.1.3 L'alimentation des lapins en système traditionnels.....	20
	5.2.1.1.4 La santé des lapins en élevage traditionnel .....	21
	5.2.1.1.5 Le potentiel génétique de la race locale .....	21
	5.2.1.2 L'élevage moderne ou commercial .....	21
	5.2.1.2.1 Aperçu général .....	21
	5.2.1.2.2 Approvisionnement en lapins.....	27
	5.2.1.2.3 L'approvisionnement en aliments.....	27
	5.2.1.2.4 Races de lapins élevés .....	29
	5.2.2 Les contraintes au niveau du maillon production .....	29
	5.2.2.1 Elevage traditionnel.....	29
	5.2.2.2 Elevage de lapins de race améliorées.....	29
	5.2.3 Opportunités pour le maillon production .....	30
	5.3 Maillon commercialisation des produits cunicoles .....	31
	5.3.1 Etat des lieux .....	31

5.3.2	Les contraintes du maillon Commercialisation des produits cunicoles .....	31
5.3.3	Les opportunités du maillon Commercialisation des produits cunicoles.....	32
5.4	La transformation des produits cunicoles .....	32
5.4.1	Les contraintes identifiées au niveau de la transformation.....	32
5.4.2	Les opportunités identifiées au niveau de la transformation .....	34
VI.	ANALYSE DE LA FILIERE CUNICOLE .....	34
6.1	<b>Atouts de la filière cunicole</b> .....	34
6.2	<b>Menaces de la filière cunicole</b> .....	35
VII.	PROPOSITION D'UN PROGRAMME DE DYNAMISATION DE LA FILIÈRE CUNICOLE EN PROVINCE CIBITOKÉ.....	35
7.1.	<b>Objectif de Développement du Programme</b> .....	35
7.1.1.	Objectifs stratégiques.....	35
7.1.2.	Stratégies d'intervention et activités du programme .....	36
	<b>Stratégie de mise en œuvre de la filière</b> .....	38
7.2.	<b>Modèles d'unités de production</b> .....	40
7.2.1.	Elevages en mode rural avec des lapins de race patrimoniale (locale).....	40
7.2.2.	Elevages en mode intensif avec des lapins améliorés type Hypharm.....	41
VIII.	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	41
IX.	Références Bibliographiques .....	43
9.1.	Annexe 1 : Guide d'entretien pour la collecte de données.....	44
9.2.	Annexe 2 : Liste des personnes rencontrées.....	50
9.3.	Annexe 3 : Projet « Label Burundi Lapin » .....	52

## **Sigles et abréviations**

ALCOVIT : Aliment Composé Vitaminisé

BPEAE : Bureau Provincial de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage

BRB : Banque de la République du Burundi

COPOMU : Coopérative Populaire de Mutoyi

COTEBU : Complexe Textile du Burundi

DOPEAE : Document d'orientation de la politique environnementale, agricole et d'élevage

DPFA : Direction de la Promotion des Filières Animales

FABI : Faculté de Agronomie et de Bio-Ingénierie (Université du Burundi)

FAO : Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

ISABU : Institut des Sciences Agronomiques du Burundi

ISTEEBU : Institut De Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi

LNV : Laboratoire National Vétérinaire

MDM : Main dans la Main

MINEAGRIE : Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage

MINOLACS : Minoterie des Grands Lacs

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

OIE : Organisation Internationale des Epizooties

ONG : Organisation Non-Gouvernementale

PIB : Produit Intérieur Brut

PND : Plan National de Développement

PNIA : Plan National d'Investissement Agricole

PTF : Partenaires Techniques et Financier

SEP/PMSAN : Secrétariat Exécutif Permanent de la Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et de Nutrition ;

UNFSS : Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires.

## *Résumé*

Comme dans la plupart des pays en développement, l'atteinte de la sécurité alimentaire demeure un défi majeur au Burundi. Le déficit est plus marqué pour les produits d'origine animale. Le pays doit faire davantage d'efforts pour satisfaire ses besoins en protéines animales et même en exporter dans les pays voisins. Du fait de son cycle court et du faible besoin d'investissement, la filière lapin devrait être un levier majeur pour lever ce défi. Malheureusement le constat indique une production largement en dessous du potentiel et la consommation de viande lapins est peu développée. Les principales contraintes justifiant cette faible production sont entre autres le faible niveau de formation et d'organisation des acteurs, les difficultés d'accès aux intrants de production, notamment les aliments appropriés, les produits vétérinaires en particulier les antiparasitaires, les lapins de bonne qualité génétique, les difficultés d'accès aux financements et le faible niveau de connaissances techniques sur la sous-filière traditionnelle. Les aliments sont particulièrement chers, avec un marché manquant de réglementation. Enfin pour ce qui est du volet commercial, il est noté un manque de marché pour les produits cunicoles particulièrement en province Cibitoke dont une importante population est d'obédience Adventiste qui interdit l'élevage et la consommation du lapin. Tous ces facteurs font que le marché du lapin connaît des difficultés qui risquent de ralentir la promotion de la filière cunicole.

Au regard du potentiel du pays, avec en premier lieu un climat très favorable à la cuniculture (24,5 °C en moyenne sur l'année), l'intervention d'un grand nombre d'acteurs, la ferme volonté du Gouvernement à faire de cette filière un levier essentiel pour combler le déficit en protéines animales de la population, un programme de promotion de la filière cunicole a été proposé. Ce programme a pour objectif de développement : « Promouvoir une filière cunicole en province Cibitoke plus productive et compétitive, en mesure de répondre aux besoins en de produits cunicoles, d'ici 2030 ». Il comporte cinq (05) axes d'interventions : (i) Améliorer les connaissances sur la sous-filière traditionnelle (recherche appliquée-développement) ; (ii) Renforcer durablement les capacités techniques et organisationnelles des acteurs de la filière, à travers un appui institutionnel conséquent ; (iii) améliorer durablement la production et la productivité cunicole en province Cibitoke ; (iv) moderniser les infrastructures de transformation et de commercialisation des produits cunicoles. (v) améliorer l'accès aux financements pour les acteurs de la filière cunicole. Pour faciliter l'opérationnalisation du programme, des modèles d'unités de production de lapins ont été proposés.

## I. CONTEXTE GENERAL ET OBJET DE L'ETUDE

Le Burundi est un pays situé en Afrique orientale, avec une superficie 27834 Km<sup>2</sup>, avec une population de 13.2 millions d'habitants en 2024. Le secteur agricole contribue pour 39,6% au PIB, offre 84% d'emplois, fournit 95 % de l'offre alimentaire et constitue le principal pourvoyeur de matière première à l'industrie agricole. (MINAGRIE, 2021).

L'élevage joue un rôle important dans le système d'exploitation agricole Burundais. Outre qu'il constitue une source de revenus pour l'éleveur, de protéines et de lipides d'origine animale pour l'ensemble de la population, il contribue à la restauration et au maintien de la fertilité des sols par son apport important en fumier. Ainsi, comme dans la plupart des pays, l'élevage a été associé à l'agriculture par souci de fertilisation des sols et de valorisation des sous-produits agricoles et ménagers.

Le pays comptait en 2015, environ 1.554.705 ménages agricoles dont 1.031.085 (66,3%) pratiquent l'élevage et 523.620 (33,7%) ne pratiquant pas l'élevage. Il faut signaler que les ménages qui ne possédaient aucun animal (y compris des volailles) étaient estimés à 399.559 (27,7%) (ISTEEBU, 2015 ;). Parmi les exploitations agricoles pratiquant l'élevage, 17,8% possédaient des bovins, 45,6% des caprins, 9,5% des ovins, 16,7% des porcs et 1,1% des lapins (ISTEEBU, 2015 ). En 2019, le pays possédait 756.036 têtes de bovins, 3.227.903 têtes de caprins, 728.050 têtes d'ovins, 804.013 têtes de porcs, 3.266.471 têtes de volaille et 886.819 têtes de lapins (ISTEEBU, 2020). Selon les chiffres officiels de la Direction générale de l'élevage (DGE) le pays compte en 2022 environ 808 505 bovins, 2 972 715 caprins, 753 322 ovins, 839 180 porcs, 2670203 poules et 594 060 lapins.

Une analyse de la situation montre que l'élevage de lapins est très peu développé au Burundi, même s'il se pratique à travers tout le pays. Le cheptel cunicole est en majorité des lapins de race locale ; les autres races dites améliorées comme la Néozélandaise, la Californienne et la Fauve de Bourgogne sont marginales. Celles-ci ne sont élevés que dans quelques rares fermes qui sont par ailleurs très récentes hormis la Coopérative populaire de Mutoyi qui est le centre de référence pour l'élevage lapin depuis l'année 1978.

Selon l'ENAB 2019-20, 56% du cheptel cunicole était concentré sur les trois provinces de Kayanza, Ngozi et Kirundo. Dans ces trois provinces leaders, les ménages agricoles possédant plus de deux lapins sont respectivement de 20,3 %, 11,6 % et 10,8 %.

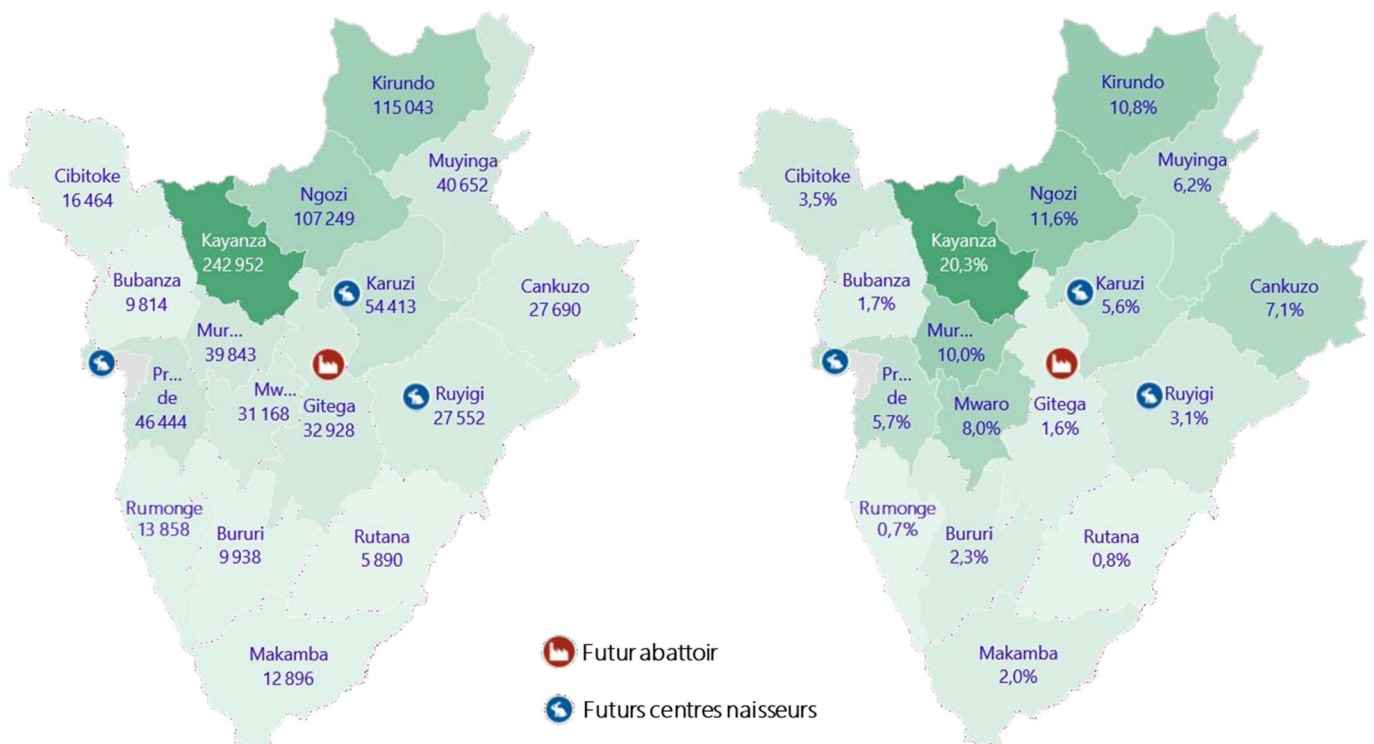


Figure 1: Répartition du cheptel cunicole par province (gauche) et proportion des ménages agricoles détenant au moins deux lapins (droite) (source : ENAB 2019-2020).

Les paramètres zootechniques du lapin de race locale indiquent que celle-ci peut avoir 4 à 7 lapereaux par portée, dans les conditions locales d'élevage, c'est-à-dire : avec une alimentation assez pauvre en nutriment basée sur les fourrages. Quant aux races exotiques dont les plus représentées sont le Néozélandais, le Californien et le Fauve de Bourgogne, les performances semblent meilleures avec des portées plus grandes 6 à 9 lapereaux, et pouvant aller jusqu'à 12 lapereaux et 6 portées par an. Si les techniques d'élevage sont bonnes notamment l'alimentation C'est pour ces potentialités que la filière cunicole a été identifiée comme une filière stratégique par la Présidence de la République en fin 2022, qui doit faire l'objet d'une intensification en milieu rural afin de contribuer à la sécurité alimentaire et au développement économique équitable de la population Burundaise.

Actuellement, le secteur de l'élevage au Burundi n'est pas à la hauteur pour répondre à la demande des consommateurs et couvrir les besoins en protéines animales de la population. Le gros des efforts est orienté surtout vers le gros et petit bétail au détriment de la basse-cour malgré ses potentialités de production pour les petits éleveurs.

En effet, la cuniculture peut contribuer à la réduction de la pauvreté, à assurer la sécurité alimentaire, à accroître le revenu des ménages et à préserver les ressources naturelles et environnementales (valorisation des sous-produits et déchets d'élevage cunicoles).



Avec de faibles coûts de production, un cycle de production court, des taux de conversion alimentaire élevés et des prix de vente relativement bas par rapport aux autres viandes, le lapin pourrait être une viande de choix pour les producteurs comme pour les consommateurs. Des pays comme le Burundi et même bon nombre de pays Africains devraient s'y appuyer. Des expériences réussies de développement d'une filière cunicole ont été réalisées, par exemple au Bénin, et sont en développement en côte d'Ivoire, en RDC, etc.

L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est l'agence spécialisée des Nations Unies qui mène les efforts internationaux vers l'élimination de la faim. L'objectif est d'atteindre la sécurité alimentaire pour tous et d'assurer un accès régulier et suffisant à une nourriture de bonne qualité permettant à tous, de mener une vie saine et active. La transformation des systèmes alimentaires a été identifiée comme l'un des principaux points d'entrée vers le développement durable. Pour progresser vers des systèmes alimentaires durables sur le plan socio-économique, nutritionnel et environnemental, les décideurs ont besoin d'informations sur les interactions et les compromis entre les chaînes de valeur, les acteurs, les moteurs et les résultats au sein et au-delà des systèmes alimentaires. Le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS) de 2021 a créé une dynamique en faveur de la transition durable des systèmes alimentaires mondiaux. Dans le cadre du UNFSS, le Burundi, en collaboration avec l'Union Européenne, la FAO et le CIRAD, a organisé des dialogues nationaux, de concertations nationales et provinciales et a publié sa feuille de route nationale pour la transformation des systèmes alimentaires. Cette feuille de route est issue d'une collaboration entre la Primature de la République du Burundi, l'Union Européenne, la FAO et le CIRAD. Elle s'inscrit dans l'initiative de Catalyser la transformation durable et inclusive des systèmes alimentaires. C'est au Secrétariat Exécutif Permanent de la Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (SEP/PMSAN) qu'il a été confié la mission d'organiser les préparatifs du Sommet Mondial à travers des dialogues au niveau national. Ainsi, une série de concertations au niveau nationale et provinciale ont été menées afin d'obtenir l'engagement de toutes les parties prenantes à formuler des actions nationales susceptibles d'induire des changements perceptibles, garantissant une utilisation responsable des ressources naturelles et une réduction de la perte post récolte et faisant de la durabilité un choix éclairé pour le Burundi. Pour accompagner ce processus, la Représentation de la FAO au Burundi a recruté 2 consultants nationaux qui ont travaillé en étroite collaboration avec la Commission Technique Multisectorielle et Multi acteurs. La FAO a aussi appuyé dans l'organisation de l'atelier national de validation de la feuille de route sur les systèmes alimentaires au Burundi. La

Division des systèmes alimentaires et de la sécurité sanitaire des aliments (ESF) assure la direction stratégique du soutien de la FAO aux Membres dans le développement de systèmes agroalimentaires plus durables. Dans le contexte de l'UNFSS, l'ESF fournit un soutien direct au niveau des pays pour l'implémentation des feuilles de route nationales, couvrant la cohérence du cadre politique, la coordination multipartite, les finances et le budget, les connaissances, l'innovation, la technologie et les données, ainsi que les capacités individuelles et institutionnelles. Le travail est effectué en consultation avec les bureaux régionaux, sous-régionaux et pays, ainsi qu'avec le Food Systems Coordination Hub

D'autre part, le Burundi a adhéré à l'initiative Main dans la Main (MdM) en juin 2020. L'initiative MdM est une initiative de la FAO fondée sur des données factuelles, dirigée par les pays et pour les pays afin d'accélérer la transformation agricole et le développement rural durable dans le but d'éradiquer la pauvreté (ODD 1) et de mettre fin à la faim et à toutes les formes de malnutrition (ODD 2). Dans l'objectif de faciliter la mise en œuvre de l'Initiative, en 2021, le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage a identifié cinq axes stratégiques qui constituent la base des priorités nationales du pays. Les consultations préliminaires au sein de la FAO Burundi et avec le point focal MdM du Gouvernement ont permis de dégager un accord sur trois de ces priorités stratégiques. L'Initiative MdM se caractérise par sa nature programmatique et son ambition à mettre en valeur les actions du Gouvernement et des partenaires en s'arrimant sur l'existant et en facilitant les partenariats innovants, notamment avec le secteur privé. En outre, elle s'appuie sur les priorités nationales, les processus politiques, les initiatives et les mécanismes de coordination déjà existants au Burundi afin de maximiser les synergies et minimiser les duplications. L'atelier de lancement de l'initiative MdM a été organisé le 3 Novembre 2023 et a marqué officiellement le démarrage du processus au Burundi. Il a permis d'informer les principales parties prenantes et d'échanger avec elles sur la mise en œuvre de l'Initiative MdM, et de les mobiliser pour les échéances ultérieures d'opérationnalisation. La seconde étape a été la mise en place du comité technique. Une équipe transversale au projet a été proposée par le MINEAGRIE par lettre n° 710/7388/2023 du 19 Décembre 2023. De la définition des objectifs au suivi de l'état d'avancement, en passant par les prises des décisions finales, les membres du Comité technique interviendront à chaque étape du projet. Ils statueront sur toutes les décisions. Placé sous la tutelle du Ministre en charge de l'agriculture et comprenant aussi les autres ministères clés du développement rural, ce comité aura pour principale mission d'assurer l'orientation politique et stratégique de l'initiative MdM. En outre, ce comité définira et validera les choix stratégiques du projet. Ces choix concerneront essentiellement la validation des étapes essentielles, la surveillance du bon déroulement du projet, le travail préparatoire des ateliers, etc. Sous le

leadership du Gouvernement du Burundi et à sa demande, la FAO facilitera le processus de consultations, d'études, d'analyses et de mobilisation de ressources à travers un programme de coopération technique (PCT). Deux études ont été d'ores et déjà réalisées avec l'appui de la FAO dans le but de dégager une typologie des zones de croissance et des chaînes de valeur susceptibles d'impulser une croissance durable. Les résultats pour les deux études sur base des analyses faites par les consultants ont montré que : (i) les zones cibles sont la partie ouest du Burundi (Imbo Nord) et la partie Est du Burundi (Moso), qui ont des similitudes en termes de potentialités agricoles (très fertiles et favorables à l'intensification de plusieurs Chaînes de valeur) et qui sont sévèrement et régulièrement affectées par les effets des changements climatiques. (ii) Pour les filières ; en tenant compte des interventions des autres partenaires, des priorités du Gouvernement et des potentialités de production agricole dans les zones cibles, il a été proposé ce qui suit : • Pour la région de l'Imbo : les filières tomate et lapin. • Pour la région du Moso : les filières soja et manioc Une des études complémentaires que la FAO a commanditée est l'élaboration de la cartographie de la chaîne de valeur lapin dans la province Cibitoke.

En termes d'objectifs spécifiques, l'étude devra :

- Identifier dans la littérature académique et sur la base de son expérience des conduites d'élevage de lapin au Burundi, en collaboration avec le consultant international ;
- Collecter les données quantitatives et qualitatives requises auprès des parties prenantes de la filière lapin au Burundi, les défis actuels et les coûts et bénéfices associés à la chaîne de valeur lapin ;
- Restituer les résultats de l'étude auprès du Comité Technique pour validation

## **II. RESULTATS ATTENDUS**

**Au terme de la présente étude, les résultats suivants devront être atteints :**

- L'état des lieux de la filière cunicole dans la province de Cibitoke est décrit,
- Les opportunités et les lacunes pour les investissements dans la filière cunicole dans la province Cibitoke sont mises en évidence.
- Les acteurs (producteurs ou collecteurs, grossistes, intermédiaires, transformateurs, négociants, acheteurs, fournisseurs de biens et de services...) qui interviennent dans la filière cunicole sont identifiés et quantifiés, puis leurs rôles, stratégies et potentiels de collaboration analysés ;

- L'état des besoins en ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre de la filière lapin est évalué sur la base de l'existant ;
- Un schéma de structuration éventuelle de la filière, si pertinent, est proposé ;
- Les conditions cadres ayant une influence sur le développement de la filière sont identifiées et analysées ;
- Les fonctions nécessaires (biens et services d'appui nécessaire existants et manquants qui sont indispensables pour le bon fonctionnement de la filière d'étude) et les acteurs qui assurent ces fonctions sont identifiés ;

### III. CADRE INSTITUTIONNEL

#### 3.1. Brève présentation du pays

Le Burundi est un pays de la région dite des Grands Lacs, couvrant une superficie de 27.834 km<sup>2</sup> dont 2.700 km<sup>2</sup> de lacs et 23.500 km<sup>2</sup> de terres potentiellement agricoles, avec un potentiel de développement au niveau des marais qui couvrent 1.200 km<sup>2</sup> environ.

Il partage ses frontières avec le Rwanda au Nord, la Tanzanie à l'Est et au Sud, et la République Démocratique du Congo (RDC) à l'Ouest. C'est un pays enclavé situé à 1 200 km de l'Océan Indien et à 2 000 km de l'Océan Atlantique.

Le Burundi a une population estimée à plus de 13,2 millions d'habitants. Le taux d'accroissement annuel de sa population est de 2,1% selon les indicateurs retenus dans la « Vision Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060 » (Présidence de la République du Burundi, Juillet 2023). La densité démographique moyenne de 489 hab. /km<sup>2</sup> selon les indicateurs de développement de la Banque mondiale (ISTEEBU, 2023).

Comme il est bien précisé dans le « Plan national de développement du Burundi 2018-2027 révisé et son plan d'actions prioritaires 2023-2027 », le secteur agricole joue un rôle important du développement socio-économique burundais. Sa contribution dans le PIB était estimée à 26,1% en 2017 et à 25,4% en 2023 (MFBPE, modèle MACMODBI, 2024). Selon l'Enquête National Agricole (2019), la population agricole est d'environ 90% et 85,2% des personnes en âge de travailler exercent des emplois agricoles (ISTEEBU, 2021).

### 3. 2. Cadre institutionnel des productions animales

Pendant la période de 2016-2020, c'est le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) qui a guidé la conception et la mise en œuvre des activités agro-pastorales. A travers le PNIA, le Gouvernement Burundais s'est donné pour mission de « assurer à tous les Burundais la sécurité alimentaire en quantité et en qualité ». Pour ce faire elle devra passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture familiale et commerciale, assurant un revenu décent aux ménages et soucieuse de l'environnement et de la bonne gestion des ressources (MINAGRIE, 2016). Aujourd'hui, le Ministère s'est doté d'un nouvel outil « Le Document d'orientation de la politique environnementale, agricole et d'élevage » conçu pour atteindre les objectifs de croissance économique soutenue respectueuse de l'environnement et en conformité avec le Plan National de Développement (PND 2018-2027). L'objectif global est de contribuer à la protection de l'environnement, à la gestion rationnelle des terres domaniales, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable pour tous, l'augmentation des revenus des ménages et des devises pour l'Etat, la fourniture de la matière première pour le secteur industriel et la création d'emplois dans le secteur de la transformation et des services connexes à l'agriculture.

Le pilotage du secteur agricole est assuré par le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage (MINEAGRIE) dont l'organisation et le fonctionnement sont régis par un décret de 2018. Pour exercer les missions qui lui sont assignées, le MINEAGRIE s'appuie sur des services centraux avec le cabinet du Ministre et trois directions générales, ainsi que sur 17 Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'élevage (BPEAE). Le MINEAGRIE assure en outre la tutelle de huit établissements publics dont l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) chargé de la recherche agricole.

L'engagement du gouvernement pour la décentralisation a permis de faire émerger de nouveaux acteurs du développement agricole à côté des structures étatiques. Il s'agit des collectivités décentralisées organisées en Comités Communaux de Développement Communautaires (CCDC) au niveau des 119 communes du pays et en Comités de Développement Collinaires (CDC) au niveau des 2638 collines (subdivision administrative de la colline). Ces structures sont appelées à assurer la maîtrise d'ouvrage de projets locaux dans le cadre d'un système de planification décentralisé et chapeauté par les Comités Provinciaux de Développement Communautaires (CPDC).

Les productions animales relèvent du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage. Dans ce Ministère, les activités d'élevage sont pilotées par la Direction Générale de l'Agriculture, de l'Elevage et de la mobilisation pour l'Auto-Développement Agricole. En ce qui concerne l'élevage, cette direction générale compte en son sein une Direction de la Santé

Animale, une Direction de la Promotion des Filières Animales et une Direction de la Promotion des Filières Halieutiques. Le Laboratoire National Vétérinaire est sous la tutelle de la Direction de la Santé animale. Ces directions disposent de démembrements dans les différentes provinces du pays. Ce sont ces démembrements qui assurent l'encadrement des productions animales.

Dans chacune des dix-huit provinces du pays, il existe un Bureau de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage. Dans ce bureau, il y'a au moins un vétérinaire ou un zootechnicien chargé de l'encadrement des activités d'élevage au niveau provincial. En dessous des Bureaux provinciaux, il y'a des services communaux qui sont dirigés par des Techniciens d'élevage. Ces techniciens sont chargés de l'encadrement des activités d'élevage au niveau de la commune. Le pays compte cent dix-huit (118) services communaux. Dans certaines communes, il existe des zones en plus des services communaux. Plus de trois cent (300) services de ce type existent à travers le pays. Ces services à la base sont chargés de l'encadrement des activités d'élevage, de la sensibilisation des populations sur les bonnes pratiques en matière d'élevage et de santé animale, de l'animation des formations sur les nouvelles techniques d'élevage et de la mise en œuvre des campagnes de vaccination. Dans quelques rares cas, il existe des Agents Communautaires de santé animale qui viennent en appui aux services Publics.

Au Burundi, les produits vétérinaires sont gérés par des pharmacies et cliniques vétérinaires privées installées à travers le pays et intervenant en matière de santé animale. C'est auprès de ces structures privées que les services Etatiques et privés s'approvisionnent en produits vétérinaires.

Les éleveurs bénéficient de très peu de formation. Les services communaux se limitent à la sensibilisation et à la dispense des soins aux animaux. Cependant même si les soins sont faits, les médicaments sont vendus en privé.

#### **IV. METHODOLOGIE DE L'ETUDE**

Pour conduire au mieux la présente étude, notamment en lien avec l'atteinte de l'objectif principal ci-dessus, une démarche méthodologique basée sur trois (03) principes directeurs et comprenant quatre (04) grandes phases successives et interdépendantes :

Les principes directeurs de la méthodologie sont :

- **Une approche axée sur les résultats** : l'intervention des consultants a été, en permanence, axée sur l'atteinte des objectifs et résultats attendus de la mission et la

satisfaction totale du commanditaire et ses partenaires. Aussi, elle a été conduite dans le respect des Termes de référence ;

- **Une approche globale** qui a permis de donner à l'intervention un caractère multidimensionnel et d'impliquer toutes les parties prenantes, directes ou non, à la réalisation de cette activité ;
- **Une approche participative**, basée sur la communication et une large concertation, visant à favoriser l'implication et la participation active de l'ensemble des parties prenantes ;

La démarche méthodologique s'est articulée autour de quatre (04) principales phases d'intervention :

#### 4.1 Phase préparatoire

Cette phase avait pour but de permettre une meilleure compréhension du mandat des consultants et la prise de contact des commanditaires de l'étude et ainsi avoir leur vision sur l'étude. Cette phase comprend trois principales activités :

- Entretien avec les commanditaires de l'étude pour dégager une lecture commune de la mission des consultants : ceci s'est fait à travers des réunions aussi bien en présentiel que virtuelles, ce qui est pratique étant donné que les experts internationaux se trouvaient dans leur pays.
- Une revue bibliographique sur le sujet de l'étude, notamment le document du projet et les autres références spécifiques jugées pertinentes en lien avec la thématique, afin de capitaliser toutes les informations pertinentes à la conduite de la mission ;
- Identification des sources d'informations en rapport avec le sujet, élaboration des guides d'entretien et planification des travaux de collecte de données sur terrain.

#### 4.2 Phase de terrain

Sur la base des informations issues de la phase préparatoire, une mission sur terrain a été organisée avec pour objet la collecte effective des données aussi bien quantitatives que qualitatives. La méthodologie adoptée dans cette recherche de données est axée sur des entretiens auprès des divers acteurs impliqués dans la production, la transformation, la commercialisation et la consommation des produits cunicoles. Ces entretiens se sont faits à travers des interviews semi-structurées. Des guides d'entretiens ont été préparés avec un questionnaire conçu en fonction des maillons des chaînes de valeur qui constituent la filière

lapin. Cette méthode a été principalement utilisée pour collecter des données sur l'état des lieux à chaque maillon de la chaîne de production et de consommation des produits cunicoles.

Des institutions impliquées dans la cuniculture ont aussi été consultées par la voie des entretiens avec accès à la documentation disponible. Ces institutions sont notamment, la Direction Générale l'Agriculture, de l'Elevage, de la Vulgarisation et de la Mobilisation pour l'Auto-Développement Agricole, la Direction de la Santé Animale et la Direction de la Promotion des Filières Animales.

Afin de couvrir toute la zone du projet, la mission s'est rendue dans les six communes que compte la province de Cibitoke à savoir : Buganda, Bukinanyana, Mabayi, Mugina, Murwi et Rugombo.

### 4.3 Phase de rédaction

La phase de rédaction a été consacrée à l'analyse et l'exploitation des données collectées au cours des phases précédentes et à leur interprétation. C'est de cette analyse des données que les axes stratégiques sur lesquels vont reposer les actions de développement de la filière cunicole ont été dégagés pour répondre aux attentes de l'étude. C'est aussi au cours de cette phase que les consultants vont procéder à la rédaction du rapport final de consultance.

## V. ETAT DES LIEUX DE LA FILIERE LAPIN AU BURUNDI

### 5.1 Maillon recherche

#### 5.1.1 Etat des lieux

La recherche constitue un maillon essentiel dans l'amélioration des productions animales. C'est pourquoi, le pays s'est doté d'un Plan Directeur de Recherche à travers un processus de concertation et de consultations de divers acteurs et partenaires

Dans le domaine de la basse-cour, c'est la FACAGRO à travers son département de Zootechnie qui, déjà en 1981, a entrepris des travaux de recherche sur l'adaptabilité et l'alimentation des souches de poules introduites au Burundi. Si dans les années qui ont suivi, le Département de Zootechnie de la Faculté des Sciences Agronomiques a intensifié la recherche allant jusqu'à mettre en place une cellule de recherche et d'appui chargée d'étudier les différents facteurs en rapport avec le développement de la cuniculture, très peu de travaux ont été faits sur le lapin.

Heureusement, sous l'impulsion de la Présidence, une lueur d'espoir est venue avec l'introduction de lapins dans les stations de recherche de l'ISABU en 2022. Si, traditionnellement les activités de l'ISABU semblaient tourner principalement vers les cultures



végétales (sélection semencière notamment), éventuellement fourragères, et la sélection de génotypes bovins, la recherche en élevage cunicole ne figurait pas dans leurs priorités. Ce n'est que, dans le but d'appuyer, la vision « 5 lapins/personnes » de son excellence le Président de la république du Burundi, visant à renforcer les efforts du Gouvernement dans l'amélioration de la nutrition et des revenus des ménages par l'augmentation de la production cunicole au Burundi, que l'ISABU a importé des lapins de race améliorée à partir du Kenya au mois de janvier 2022 pour commencer la recherche en élevage cunicole. Au départ, il s'agissait au total de 80 lapins de race pure composés de 4 races différentes (New Zealand White, Flemish Giant, Dutsh (BD) et Chinchilla), et se répartissant en 4 lots de 20 lapins par race. Dans un premier temps, tous les animaux ont été accueillis au C.I Vyerwa, ces animaux ont affiché des difficultés d'adaptation face au climat du milieu. Cette acclimatation difficile et lente a été aggravée par intempéries climatiques qui ont lieu dans la région et a causé la perte de quelques têtes. Suite à cette situation de mortalité, les animaux ont été transférés au Centre d'Innovation de Mparambo et ont été accueillis dans un bâtiment d'attente. Un faible taux de fertilité et de fécondité a suivi ce mouvement de déménagement, mais des efforts ont été fournis par l'Institut et les chercheurs, notamment l'aménagement d'un nouveau clapier ayant des conditions améliorées, le renforcement du suivi des animaux. Les conditions de vie des lapins se sont améliorées et ont apporté quelques résultats positifs. Aujourd'hui, les lapins ont commencé à se reproduire, certains ont déjà mi-bas, mais il reste encore du travail pour arriver aux résultats attendus. La maîtrise d'un certain nombre de paramètres zootechniques est essentielle, notamment l'alimentation, l'environnement et la technicité doivent être surveillés et maîtrisés. Dans cette perspective, un plan des saillies, de suivi des naissances et d'alimentation selon le stade physiologique de l'animal sera établi.

### 5.1.2 Contraintes

Les contraintes majeures dans le domaine de la recherche se présentent comme suit :

- L'insuffisance de financements de la recherche et des services d'appui conseils - développement dans le secteur de la cuniculture ;
- Une faible collaboration entre les institutions en matière de recherche-développement sur l'élevage,
- L'absence de partenariat privé dans la recherche cunicole, ce qui ne permet pas une bonne recherche articulée sur les réalités des cuniculteurs et l'acquisition des financements provenant du secteur cunicole lui-même ;
- Insuffisance des stations de recherche

### 5.1.3 Opportunités

- Existence de personnes ressources disposant d'une expertise dans le domaine de l'élevage capables de conduire des recherches dans les institutions de recherche qui sont la FABI et à l'ISABU.
- L'existence d'un Laboratoire National Vétérinaire (LNV) à Bujumbura qui est assez équipé pour bien mener des recherches dans le domaine de la santé animale ;
- La volonté du Gouvernement et ses partenaires techniques et financiers d'appuyer la recherche-développement en élevage cunicole.

## 5.2 Maillon production

### 5.2.1 Etat des lieux

Dans la province de Cibitoke, comme dans les autres provinces du pays, deux types de pratiques d'élevage de lapins se distinguent : un élevage traditionnel basé sur l'élevage du lapin de la race locale et un élevage dit moderne basée sur l'élevage des races améliorées issues des lapins importés.

#### 5.2.1.1 L'élevage traditionnel

L'élevage des races locales est pratiqué tant en milieu rural que dans les zones périurbaines.

Les éleveurs « traditionnels » disposent d'une à dix lapines reproductrices, mais le cheptel total n'excède généralement pas quelques dizaines de lapins, souvent moins de cinquante. Il s'agit d'une activité associée à d'autres activités agricoles, de type « basse-cour », complémentaire pour la valorisation des déchets issus des cultures et la fertilisation grâce aux déjections.

D'après une étude faite par « Platform for Agricultural Risk Management (PARM) » en collaboration avec « NITIDÆ filières & territoires », depuis le lancement de la politique de développement de la cuniculture, la diffusion de l'élevage traditionnel au sein des exploitations burundaises semble impressionnante, notamment si l'on compare le taux de diffusion de l'élevage de lapin par rapport aux données de la dernière ENAB disponible comme visible ci-dessous.

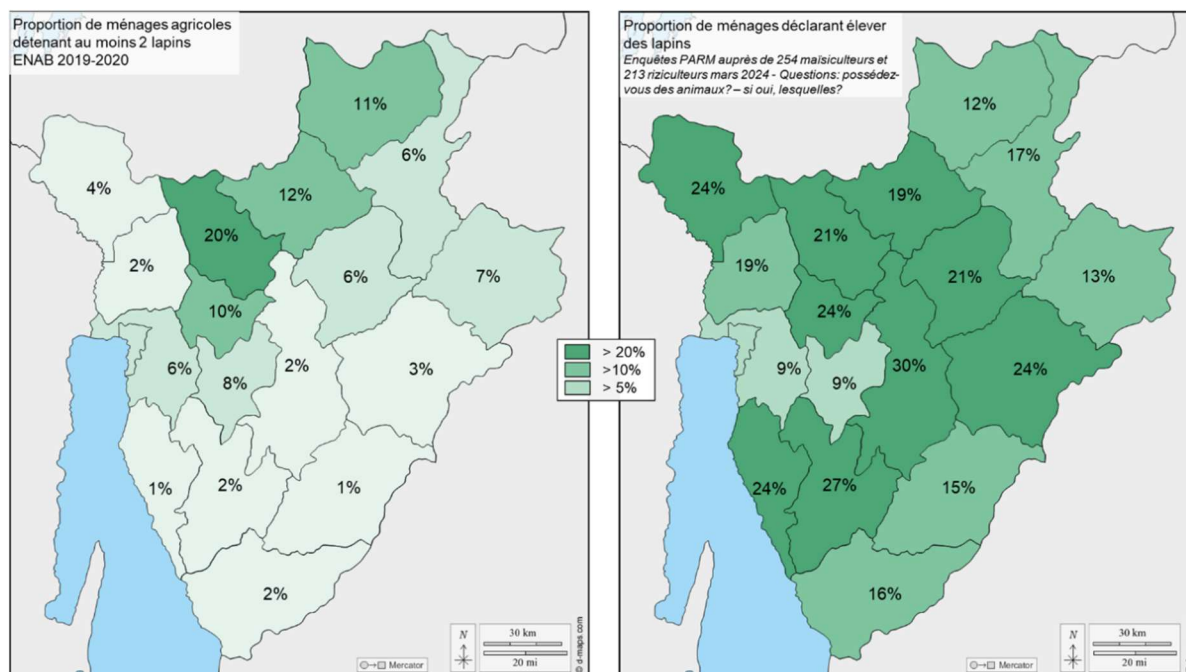


Figure 2: Comparaison du pourcentage de ménages ruraux élevant des lapins en 2019/2020 et en 2023/24 par région

En élevage traditionnel, la conduite des animaux est assurée par une main d’œuvre familiale. Cet élevage est pratiqué aussi bien par les hommes que par les femmes. Il est également noté une forte implication des jeunes dans cette activité. Selon un recensement effectué au cours de ce mois sous l’instigation commune de l’Administration et du Bureau provincial de l’Environnement, de l’Agriculture et de l’Elevage, la population de lapins dans la province Cibitoke s’élève à 20894 lapins détenus par 3302 éleveurs soit une moyenne de 6 lapins par éleveur comme présenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Population de lapins en province de Cibitoke (Novembre 2024)

Commune	Effectif de lapins	Eleveurs de lapins	Nombre moyen de lapins par éleveur
Buganda	2830	348	8
Bukinanyana	9133	1181	8
Mabayi	2677	417	6
Mugina	1952	315	6
Murwi	3067	672	5
Rugombo	1235	369	3
<b>Total</b>	<b>20894</b>	<b>3302</b>	<b>6</b>

#### 5.2.1.1.1 L’appui conseil et la formation

D’après les éleveurs rencontrés, à part les visites des techniciens d’élevage sur demande des éleveurs, l’élevage traditionnel ne bénéficie pas de formation spécifique pour la conduite des animaux sauf pour de quelques rares cas d’éleveurs sérieusement engagés qui peuvent être

invités aux cotés des éleveurs détenteurs d'élevages de lapins améliorés (cas de Ndacayisaba Juvénal de Mugina).

#### 5.2.1.1.2 L'habitat et les équipements d'élevage

Très peu d'investissements sont faits au profit des élevages traditionnels. En effet, très peu d'éleveurs possèdent des clapiers disposant des cages appropriées, mais plutôt sur des étagères bois ou en roseau. D'autres les élèvent en divagation à même le sol. A la question de savoir quel système donnent les meilleurs résultats, les avis divergent :

Pour Hacimana Damacène de Bukinanyana sur la colline Butara qui élève aussi bien les lapins de race locale que les lapins de races améliorées, il trouve que les lapins locaux se comportent mieux en divagation sur le sol. Initialement, tous les lapins, locaux et améliorés, étaient gardés dans des cages. Mais les lapins locaux ont fini par s'en échapper et prolifèrent en divagation comme le montre l'image qui suit. L'éleveur a opté pour ce système qui ne lui coûtent pas en termes de soins ou d'affouragement puisque les lapins glanent la nourriture partout où ils la trouvent.



Figure 3 : Lapins de race locale en divagation sous les cages abritant les lapins de races améliorées chez HACIMANA Damacène

Par contre, pour Ndacayisaba Juvénal de la colline Rusagara en commune Mugina qui élève des lapins exclusivement de race locale depuis deux ans, le système en cage lui permet de contrôler les lapins et de maintenir une hygiène suffisante pour garder ses lapins productifs en en bonne santé. Parti avec une lapine pleine et un mâle après sevrage de la première portée, il dispose actuellement un effectif de 37 lapins. Les seules pertes qu'il déplore sont 5 lapereaux victimes d'un cannibalisme. Ces cas sont notés quand la lapine a donné une portée atteignant 7 lapereaux. De son expérience, quand la portée compte 4 lapereaux, la totalité de la portée est sevrée. Mais quand elle atteint 7 lapereaux, seuls 5 arriveront au sevrage. Aucun décès par maladie n'a été jusqu'ici enregistré dans son élevage. C'est d'ailleurs ce qui le motive à étendre son clapier. Il envisage d'introduire un mâle reproducteur Néozélandais au cas où il trouverait la bonne source d'approvisionnement. Ce jeune homme, reconverti de sa profession de taxi moto après deux accidents de roulage, veut se professionnaliser dans l'élevage de lapin pour servir d'exemple pour les autres jeunes de la région. Précisons qu'il est originaire de la commune Matongo en province Kayanza. Les cages qu'il construit lui-même en caillebotis sont présenté ci-contre



Figure 4: Cages pour lapins en caillebotis NDACAYISABA Juvénal

En faisant une évaluation sur l'investissement en bâtiment servant de clapier et les cages de ce type, il en ressort les coûts suivants :

Tableau 2 : Evaluation du coût de l'investissement d'un clapier de 16 cages

Description	Taille	Coût (FBu)
Clapier (Bâtiment avec murs en briques adobe et toiture en tôle) Abrisant 16 cages	4m/3m	2.000.000
Cages (10.000 FBu par cage)	60cm/50 cm/50 cm	160.000.
<b>Coût total</b>		<b>2.160.000</b>

### 5.2.1.1.3 L'alimentation des lapins en système traditionnels.

En général, les lapins en élevage traditionnel sont nourris avec des fourrages verts récoltés à proximité dans les cultures et dans les zones non cultivées, les abords des routes et sentiers. En période de récolte des cultures, les lapins reçoivent du fourrage issu des résidus de cultures comme les feuilles de maïs ou de haricots. Parmi les éleveurs de lapins de race local, personne n'a jamais donné à ses lapins des aliments autres que le fourrage récolté dans les champs ou dans les zones non défrichées.

#### 5.2.1.1.4 La santé des lapins en élevage traditionnel

En cuniculture traditionnelle, le lapin bénéficie de très peu de soins. En effet, la race locale semble dotée d'une rusticité très marquée. Les éleveurs rencontrés n'ont pas signalé de pathologies particulière dans leurs élevages.

#### 5.2.1.1.5 Le potentiel génétique de la race locale

Malgré l'absence de cahiers d'élevage dans lesquels les performances seraient notées puis calculées, il est possible de faire quelques estimations basées sur les interview de quelques éleveurs. Ainsi, le lapin de race locale est réputé pour sa rusticité, et ses performances de prolificité seraient réduites comparées à celles des lapins de races améliorées. Le nombre de mise-bas par an et par lapine semble faible : 3 à 4 par an, et la taille de portée serait assez réduite : 4 à 6 lapereaux par portée. La croissance semble lente avec environ 1,2 kg à 6 mois, et un lapin en croissance serait vendu à environ 3kg au bout de 6 à 8 mois. Il en résulte que la productivité pondérale par lapine serait d'environ 3,6 kg de lapereaux / an. Cependant, il est admis qu'une amélioration des conditions d'élevage permettrait d'atteindre une productivité pondérale quadruplée (14 kg). C'est le cas de l'élevage de Monsieur Ndacayisaba Juvénal qui enregistre 5 à 6 portées par an avec une croissance permettant d'atteindre 2 à 2,5 kg à maturité. Signalons que très peu d'actions d'amélioration génétique de la race locale ont été entreprises.



Figure 5: Une portée de 4 lapereaux dans une cage de 60 cm/50cm/50cm

### 5.2.1.2 L'élevage moderne ou commercial

#### 5.2.1.2.1 Aperçu général

Ce système d'élevage est caractérisé par l'exploitation de lapins de race améliorée et par l'utilisation de plus d'intrants que dans le système traditionnel. Au Burundi, il a été introduit en 1978 par des missionnaires italiens dans leur entreprise de fonder la Coopérative Populaire de Mutoyi (COPOMU) de Bugendana dans la province de Gitega.

En province Cibitoke, ce système y est très récent. En effet, obéissant au mot d'ordre de la Présidence de la République du Burundi qui voudrait promouvoir la cuniculture à travers tout le pays, qui par ailleurs a été retenue en fin 2022 comme une filière stratégique pour la sécurité alimentaire et le développement du pays, un bon nombre d'acteurs se sont lancés dans cet élevage. Parmi ceux-ci, se trouvent des ménages agricoles progressistes, des groupements et des coopératives souvent appuyés par des partenaires de développement qui aident les éleveurs à démarrer cet élevage. Les appuis consistent dans la fourniture de lapins comme capital de départ, des intrants équipement, aliments et formation. Parmi ces partenaires, nous citerons le PAEEJ, les ONG comme ACCORD à travers le projet NKURIZA, le HELP Chanel Burundi. La plupart des éleveurs de lapins améliorés rencontrés déclarent avoir bénéficié au moins une fois une formation technique en cuniculture.



Figure 6: Groupement de quatre jeunes éleveurs de lapins, appuyé par Help Chanel à Buganda

Pour avoir un aperçu sur le système d'élevage de lapins améliorés en province Cibitoke, nous présentons un tableau de synthèse sur la situation qui prévaut dans 10 fermes réparties dans les 6 communes que compte la province.

Tableau 3 : Synthèse de la situation des élevages de lapins améliorés dans les différentes communes de Cibitoke.

Fermes de lapins améliorés	Taille de la ferme	Observations
Ferme cunicole de Nyamyeha	400 lapins	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Effectif de départ : 146 lapins de Karusi</li> <li>- Importation du Kenya de 50 lapins dont 10 sont morts au cours du transport</li> <li>- Pas de vente des lapins</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reproduction contrôlée en fonction de la capacité de la ferme</li> <li>- Alimentation aux granulés de Mutoyi</li> <li>- Urine et crotte utilisés dans ses exploitations agricoles.</li> </ul>
<p>Ferme « Chicken and Rabbit Investment » appartenant à Hicimana Damacène sur la colline Butara de la commune Bukinanyana</p>	1000 lapins	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une ferme qui exploite des poulets de chair et des lapins</li> <li>- Dispose une mini-boucherie à Kamenge (338 lapins récemment abattus) pour la vente du poulet et du lapin</li> <li>- Prix de vente des carcasses : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Lapin : 18.000 FBu/kg</li> <li>✓ Poulet : 20.00 FBu/kg</li> </ul> </li> <li>- Rendement à l'abattage de lapins : 1,5 à 3 kg.</li> <li>- Urine conditionnée dans des récipients de différentes taille pour une meilleure vente : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 1 litre : 5.000 FBu</li> <li>✓ 2 litres : 10.000 FBu</li> <li>✓ 5 litres : 25.000 FBu</li> <li>✓ 25 litres : 35.000 FBu</li> </ul> </li> <li>- Mévente de l'urine (pas de marché d'écoulement)</li> <li>- Pas d'abreuvement</li> </ul>
<p>Ferme d'élevage de lapins à Kabere Ndogomba appartenant à la famille Uwitonze Loth en commune de Mabayi</p>	70 lapins	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Effectif de départ : 9 lapins ont 7 lapines et 2 mâles</li> <li>- Forte mortalité des lapereaux après le sevrage (20 lapereaux en 2 mois)</li> <li>- Alimentation : Fourrage avec supplémentation par un mélange (1700 FBu/kg) vendu sur le marché de Mabayi</li> <li>- Mévente de l'urine (pas de marché d'écoulement)</li> <li>- Usage de l'Umugombe pour traiter la diarrhée des lapins</li> <li>- Pas d'abreuvement</li> </ul>
<p>Ferme d'élevage de lapins à Mukoma appartenant Madame Nimbona Aline en commune de Mabayi</p>	50 lapins dont 10 encore jeunes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui du PAEEJ pour 5.000.000 FBu</li> <li>- Départ : 26 lapins (dont 20 lapines gestantes et 6 mâles) venus de Maramvya en Commune Mutimbuzi à raison de 23.000 FBu par lapin</li> <li>- Coût du transport Maramvya-Mabayi : 100.000 FBu</li> <li>- Neuf lapines mortes lors du transport</li> </ul>



		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coût du clapier : 3.700.000 FBu</li> <li>- Veilleur : 20.000 FBu/ mois</li> <li>- Appui conseil vétérinaire : 15.000 FBu/mois</li> <li>- Alimentation : Fourrage récolté dans les champs</li> <li>- Deux sacs de fourrage : un matin et 2 dans l'après midi</li> <li>- En été, on est obligé d'acheter le fourrage. : 4000 FBu par sac. ;</li> <li>- Le fourrage est constitué d'espèces suivantes : <i>Bidens pilosa</i> (Icanda), <i>Rhoicissus tridentata</i> (Ikimari), <i>Bothriocline longipes</i> (Uruhehe), <i>Guizotia scabra</i> (Ikizimiyamuriro), <i>Amaranthus hybridus</i> (Irengarenga), <i>Crassocephalum vitellinum</i> (Umuyungubira), <i>Calliandra catothyrsus</i> (Kaliyandra), <i>Chenopodium opulifolium</i> (Umugombe), <i>Brassica oleracea</i> (amashu) et les feuilles de maïs.</li> <li>- Cannibalisme lors des 2 premiers tours de mise-bas pour toutes les lapines ;</li> <li>- Solution au 3<sup>ème</sup> tour de mise-bas : abreuvement et apport de complément minéraux-vitamines.</li> <li>- Taille des portées : 5-6 lapereaux en moyenne</li> <li>- Fumier : un sac par semaine ;</li> <li>- Pas d'aliments concentrés ;</li> <li>- Pas d'abreuvement pendant la saison pluvieuse.</li> </ul>
Ferme d'élevage de lapins croisés sur la colline Manege appartenant à Monsieur Ndayishimiye Obed	10 lapins	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Forte mortalité des lapereaux</li> <li>- Mévente de l'urine.</li> <li>- Utilise une solution à l'urine pour traiter les manguiers : 3 litres+13 litres d'eau pour remplir la pompe de pulvérisation de (16 litres)</li> <li>- Pas d'aliments concentrés</li> <li>- Pas d'abreuvement</li> </ul>
Ferme familiale de lapins appartenant à Monsieur Hagabimana Isidore et son épouse	15 lapins	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Forte mortalité des lapereaux (dont 7 venaient de mourir en moins d'une semaine de notre passage)</li> <li>- Production de l'urine : 4 l/ semaine</li> <li>- Vente de l'urine : 6.000FBu/l</li> <li>- Urine utilisée pour traiter les tomates et les haricots</li> </ul>

Dukuze Mireille sur la colline Manege		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fumier utilisé dans leurs propres champs de culture.</li> <li>- Pas d'aliments concentrés</li> <li>- Pas d'abreuvement</li> </ul>
Ferme « Coopérative Twitezimbere mu bworozi bw'inkwavu à Gasenyi au Centre communal de Buganda	41 lapins	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupement appuyé par Help Chanel Burundi dans le cadre du projet JIJUKA de KNH à hauteur de 5.000.000 FBu</li> <li>- 23 lapins mais il reste à 2 lapins à recevoir pour faire un total de 25.</li> <li>- Clapier de 67 cages (mais devraient avoir 80 cages n'eu été l'exiguïté de la maison louée pour en faire le clapier)</li> <li>- Location du bâtiment : 20.000 FBu par mois.</li> <li>- Fourrage payé : 1000 FBu par jour</li> <li>- Production de l'urine : - saison pluvieuse : 20 litres /2 semaines <ul style="list-style-type: none"> <li>- Saison sèche : 20 litres / mois</li> </ul> </li> <li>- Urine vendue : 45000 FBu par bidon de 20 litres</li> <li>- Très forte mortalité chez les lapereaux : sur 69 lapereaux nés : il n'en reste que 18 soit une mortalité de 74%</li> <li>- Pas d'aliments concentrés</li> <li>- Pas d'abreuvement</li> </ul>
Mutsiri Antoine ; Entreprise familiale d'élevage de lapins à Buganda	366	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Effectif de départ 149 dont 79 mâles et 102 femelles en provenance de Gitega.</li> <li>- Forte mortalité des lapereaux : 410 parmi les lapins nés à la ferme et cela en moins d'une année.</li> <li>- Pas de marché d'écoulement de l'urine.</li> <li>- Alimentation : mélange concentré composé de tourteau de tournesol, de soja, de son de riz et de son de blé avec un complément minéro-vitaminé.</li> <li>- Fabrication de granulés mais n'y parvient pas (hachoir à viande manuel)</li> <li>- Pas d'abreuvement</li> </ul>
« Coopérative de Solidarité pour l'Auto-	105 lapins	<ul style="list-style-type: none"> <li>Investissement de départ : 17.000.000 FBu</li> <li>Effectif de départ : 14 lapines</li> <li>Une unité de 6 cages : 367.000 FBu</li> </ul>

Développement au Burundi » sur la TR 8 Sahara dans la zone urbaine de Cibitoke		<p>La ferme vient 'être victime de 10 lapines pleines et d'un mâle reproducteur par le travailleur de la ferme.</p> <p>Une forte mortalité :409 lapereaux en une année.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas d'aliments concentrés : seulement pendant la saison sèche ; un peu de son de riz.</li> <li>- Abreuvement seulement pendant la saison sèche</li> <li>- Mévente de l'urine de lapin faute de clients : Prix du bidon de 20 litres : 80.000FBu).</li> </ul>
Fermette de lapins d'origine Hycole France appartenant à Madame Adèle Nintunze sur la TR 8 Sahara dans la zone urbaine de Cibitoke	38 Lapins (dont 24 adultes et 14 jeunes lapins)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- A reçu 5 lapins de souche Hycole en 2009 et elle en garde les descendants</li> <li>- Ses lapins sont appréciés par les éleveurs et les consommateurs. Elle en a vendu beaucoup (ne saurait pas évaluer le nombre)</li> </ul>

De ce tableau : il se dégage les observations suivantes :

- Le niveau de connaissances en techniques d'élevage de lapins est faible
- A l'exception de la ferme cunicole de Nyamyeha dont les lapins disposent de l'eau d'abreuvement en permanence, et qui reçoivent des aliments granulés, toutes les autres fermes n'assurent pas l'abreuvement correctement et n'utilise des granulés de bonne qualité dans l'alimentation des lapins.
- Les clapiers sont le plus souvent inappropriés, sans une bonne aération, ce qui prédisposent les lapins aux maladies respiratoires. La densité de cages dans un même clapier est souvent trop élevée (plusieurs étages de cages, à proscrire).
- L'attrait pour la vente des urines de lapin est particulier au Burundi. Dans certains cas, les éleveurs vendent l'urine de lapin pour les cultures de tomates. Il semble préférable de conseiller l'épandage sur les cultures du mélange "urine+crottes". En effet, la "mévente" de l'urine risque d'impacter négativement l'engouement vers la cuniculture.
- Une alimentation pauvre, constitué presque exclusivement de fourrage vert, parfois de faible valeur bromatologique, ne parvient pas à répondre aux besoins nutritionnels des lapins de races pour atteindre des performances raisonnables. Cette alimentation inappropriée constitue un risque de morbidité pour les sujets fragiles en particulier les jeunes lapins.

- Certains éleveurs ne connaissent pas les aliments granulés. Mais aussi, ceux qui les connaissent y ont peu accès, en raison du prix élevé. De plus, ces aliments granulés sont souvent indisponibles dans les zones de production (milieu rural). Le kg d'aliment granulé produit par la COPOMU coûte actuellement 3000 Francs Burundais (1USD), à Bujumbura.
- Sachant que l'indice de consommation pour un lapin en croissance est d'au moins 2,5 (soit 2,5 kg d'aliment granulé consommé pour produire un kg de carcasse), il faudrait payer 7500 FBu d'aliment granulé pour produire un kg de carcasse dont le marché n'est pas assuré et où les autres facteurs e productions ne permettent pas une bonne production dans les conditions actuelles.

#### 5.2.1.2.2 Approvisionnement en lapins

Les cuniculteurs à Cibitoke s'approvisionnent en lapins dans des fermes cunicoles des éleveurs installés en province de Gitega et Karusi, qui eux-mêmes s'approvisionnent dans la COPOMU (Mutoyi), pionnière de cet élevage au Burundi. Il va sans dire que le principal fournisseur de lapins reste la Coopérative Populaire de Mutoyi. Pour des effectifs réduits, les débutants s'en procurent auprès d'autres éleveurs notamment à Maramvya en province Mutimbuzi.

Les prix actuels tournent autour de 30.000 FBu par lapin de « sélection ».

C'est notamment cette dépendance sur une seule source que le pays vient de se doter de quatre centre naisseurs répartis équitablement sur le territoire national à savoir Mugina dans Cibitoke, Kibimba en province de Gitega, Karusi dans la province de Karusi et Kigarika en province de Ruyigi. Cela améliorera les approvisionnements et contribuera à l'augmentation de la production cunicole par l'augmentation du cheptel. Néanmoins, rappelons qu'une meilleure production cunicole doit être accompagnée, entre-autre d'une alimentation "plus concentrée",

**tel que des aliments granulés spécifiquement formulés pour les lapins. Or actuellement le prix de ce type d'aliment ne permet pas un bilan économique favorable de la production.**

Signalons que dans toutes fermes visitées, aucune n'a déclaré être disposée de ventre des lapins adultes « sélectionnés » d'élevage. Les éleveurs disent qu'ils sont encore en phase de multiplication de lapins pour consolider leur cheptel.

#### 5.2.1.2.3 L'approvisionnement en aliments

Deux usines de fabrique d'aliments existent dans le pays dont l'une à Bujumbura et la seconde à Mutoyi. Celle de Bujumbura, d'une capacité de production de 30 Tonnes par jour a été implantée par l'Etat sous le nom d'ALCOVIT puis cédée à un opérateur privé en 2002 pour devenir MINOLACS. Elle est produit des aliments farineux et granuleux. Malheureusement suite aux faibles demandes en aliments concentrés pour les différents animaux d'élevage, l'usine fonctionne à faible régime. Pour les lapins, l'usine ne produits des granulés que sur commande.

Celle de Mutoyi a été implantée par les missionnaires en 1978. Elle a une capacité de 15 tonnes par jour mais ne produit actuellement qu'en moyenne 7,5 à 10 tonnes d'aliments par jour dont la moitié est vendue à travers le comptoir de vente de Mutoyi à Jabe. Les prix pratiqués par le Comptoir de Jabe sont majorés d'environ 750 FBu par kg par rapport aux prix pratiqués à Mutoyi siège (Bugendana). Les approvisionnements des comptoirs de vente se font 2 fois par semaine pour Bujumbura, une fois les deux semaines pour les comptoirs de Gitega et de Ngozi.

Comme cela a été constaté, tous les cuniculteurs qui pratiquent le système semi-industriel de production disposent d'équipements pour la préparation d'aliments complets pour donner à leurs lapins et pour vendre aux cuniculteurs qui pratiquent le système confiné à petite échelle. Dans les grandes villes comme Bujumbura, Gitega et Ngozi, on trouve quelques artisans qui fabriquent des aliments pour bétail. Cependant, n'étant pas des spécialistes en la matière et ne disposant ni de formules, ni d'assez d'ingrédients, ni d'équipements appropriés, la qualité des aliments n'est pas garantie. L'analyse visuelle des aliments produits par ces unités, indiquent la présence de beaucoup de son de riz, d'un peu de tourteau de coton ou de tournesol, et une absence quasi-totale de maïs. Ainsi, ces aliments incomplets et de mauvaise qualité, sont relativement moins chers par rapport aux aliments produits par des usines spécialisées.

Le constat sur le marché burundais des matières premières entrant dans l'alimentation du lapin indique également un prix élevé de ces produits. (Tableau 4)

*Tableau 4 : Prix des ingrédients pour la fabrication des aliments : Cas des points de vente à Bujumbura (Déo Ndikummasabo : fournisseur d'aliments pour mélange) ; Av de l'Agriculture.*

<b>Aliment</b>	<b>Prix : FBu/kg en 2024</b>	<b>Prix : FBu/kg en 2021</b>
Maïs	2200	680
Soja	5200	1300
Tourteau de coton	3500	1700
Tourteau de tournesol	2400	1300
Tourteau palmiste	1000	650
Son de blé : Gros son	1200	500
Son de blé : Petit son	1300	540
Calcaire	450	780
Os calciné	1000	700
Méthionine	40000	20000
Lysine	40000	20000
Premix (de chez Bolena)	32000	22000

*Tableau 5: Prix des ingrédients pour la fabrication à Cibitoke (cas de Hakizimana Pascasie (au marché de Cibitoke).*

<b>Ingrédient</b>	<b>Prix : FBu/kg</b>	<b>Observations</b>
Son de riz	1000	Les clients peuvent demander des mélanges à leur convenance
Son de maïs	1500	
Tourteau palmiste	1500	
Mélange	2000	

Au regard de la situation de l'alimentation des lapins et de l'importance de l'alimentation dans les charges de fonctionnement d'une unité d'élevage (60%), il apparaît nécessaire et urgent pour l'Etat d'assurer le contrôle de ce secteur, en vue de garantir l'accès des cuniculteurs, voir tous les éleveurs à un aliment de qualité, à des prix raisonnables et à des rayons réduits. Cela pourrait se faire par l'adoption d'une réglementation portant importation, production et commercialisation des aliments pour animaux d'élevage. Elle aura l'avantage de résoudre le problème non seulement pour les éleveurs de lapins, mais aussi pour les éleveurs des autres animaux et même du poisson.

#### 5.2.1.2.4 Races de lapins élevés

En cuniculture burundaise, les races rencontrées sont le Néo-Zélandais, le Californien et le Fauve de Bourgogne qui ont été initialement introduits par les missionnaires Italiens en 1978 dans le cadre de la COPOMU à Mutoyi dans la commune Bugendana de la province Gitega. En 2009, l'état à travers le PARSE (Projet financé par le FIDA) a introduit par importation de 360 lapins d'une souche développée par Hycote de France. Il y a deux ans, l'Etat a importé des lapins de races améliorées qui ont été confiés à l'ISABU pour multiplication. Parmi les nouvelles races introduites il y a le Géant des Flandres.

Ces différentes races n'ont aucun problème d'adaptation au climat du Burundi qui est très clément.

### 5.2.2 Les contraintes au niveau du maillon production

#### 5.2.2.1 Elevage traditionnel

En élevage traditionnel, les principales contraintes en rapport avec le maillon production sont :

- L'insuffisance de l'appui-conseil en faveur des cuniculteurs ruraux ;
- La faible productivité liée aux médiocres conditions d'élevage, tel que le logement des animaux, l'hygiène et la santé, l'alimentation
- L'absence d'actions d'amélioration génétique des lapins de race locale.

#### 5.2.2.2 Elevage de lapins de race améliorées

En cuniculture commerciale, comme contraintes principales on peut citer :

- ✓ Insuffisance de formation et d'appui-conseil des cuniculteurs déjà souligné pour la sous-filière traditionnelle se trouve aussi sa place dans la sous-filière moderne en techniques améliorées d'élevage de lapins.
- ✓ L'accès difficile aux services et aux intrants, avec en corollaire des coûts de production relativement élevé, fait qu'il est difficile, voire impossible dans certains cas, d'entretenir un élevage cunicole rentable. Comme un kg d'aliment granulé coûte 3000 FBu, très peu d'éleveurs vont se permettre de nourrir ses lapins avec cet aliment, car le bilan économique est négatif, à moins d'élever nettement le prix de vente du lapin. En conséquence, les prix des produits cunicoles seront relativement élevés sur le marché, les rendant ainsi moins accessibles au consommateur moyen.
- ✓ Difficultés d'accès à des lapins de races locales mais sélectionnés : Pour le moment, les cuniculteurs commerciaux peinent à accéder à des lapins de qualité. En effet, le marché est dominé par des lapins croisés, provenant des fermes installées dans les zones proches de Mutoyi. En l'absence de suivi et surtout d'amélioration génétique, il est fort probable qu'une érosion du patrimoine génétique s'installe dans les différentes fermes cunicoles du pays. Heureusement, la création, en ce moment même, de quatre centres naisseurs dans Cibitoke, Gitega, Karusi et Ruyigi, avec des lapins provenant de sélectionneurs Français (Hypharm) devrait permettre un meilleur approvisionnement en lapins ayant un meilleur potentiel génétique. A la condition essentielle, que les conditions d'élevages soient nettement améliorées (logement, hygiène, alimentation), et qu'il y ait un suivi zootechnique sérieux de ces élevages.
- ✓ L'insuffisance d'accompagnement des cuniculteurs en matière de santé du lapin.
- ✓ Les difficultés d'accès aux financements pour les cuniculteurs : les institutions financières sont réticentes à accompagner le financement de la filière cunicole. La principale raison avancée serait que la filière est encore embryonnaire.
- ✓ Faible niveau d'organisation des intervenants de la filière : le constat sur le terrain indique une inorganisation des acteurs de tous les maillons et sous-maillons.

### 5.2.3 Opportunités pour le maillon production

- ✓ Existence d'un assez important marché national et sous régional de produits cunicoles. En effet, la production nationale du Burundi ne permet d'assurer la couverture des besoins en viande. Notons que les normes de la FAO en la matière, qui suggèrent 33 kg de viande ou 60 kg d'œufs (ou encore 230 kg de lait) par personne par an. Aussi, les zones frontalières des pays voisins notamment la République Démocratique du Congo constitue un grand marché à exploiter, ce qui pourrait contribuer à renforcer le niveau des exportations du pays.
- ✓ Existence des usines de transformation agro-alimentaires notamment l'AZAM, la MINOLACS, générant des sous-produits agro-alimentaires (tourteaux de soja, son de

blé et autres issues de céréales) pouvant constituer des intrants pour l'alimentation du lapin ;

- ✓ Existence d'un Laboratoire National Vétérinaire de diagnostic des maladies animales bien équipé pour le diagnostic des pathologies du lapins ;
- ✓ Existence de services Etatiques d'appui-conseil en élevage, déployés sur l'ensemble de la province.
- ✓ Emergence des associations coopératives autour de l'activité cunicole avec des plateformes sur des réseaux sociaux.
- ✓ Un climat favorable pour la cuniculture sur tout le territoire national : la température moyenne sur toute l'année est 24,5°C, avec neuf (09) mois de pluie.
- ✓ Sur le plan sanitaire, des pharmacies privées sont installées au niveau de la province la province et parfois même au niveau des communes.

### 5.3 Maillon commercialisation des produits cunicoles

#### 5.3.1 Etat des lieux

En province de Cibitoke, le commerce de lapin et des produits cunicoles est très peu développé. Un seul éleveur tente de vendre la viande de lapins à Bujumbura (Kamenge) après les avoir abattus à la ferme de Butara en commune Bukinanyana.

Les co-produits, qui sont l'urine et les crottes, mais aussi des peaux ne sont pas valorisés faute de marché. Concernant l'urine et les crottes, l'état devrait inciter à les épandre sur les cultures plutôt que de créer un marché "artificiel".

#### 5.3.2 Les contraintes du maillon Commercialisation des produits cunicoles

Les principales contraintes identifiées au niveau de la commercialisation sont :

- La consommation de la viande de lapin qui n'est pas courante dans les ménages aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain ;
- Le manque de réglementation sur les produits mis sur le marché : pas de normes et standards ;
- Le faible respect des normes de biosécurité au niveau de la production et de la commercialisation ;
- Le transport des animaux vivants qui est inapproprié ;
- Une présence de l'Eglise Adventiste dans la province de Cibitoke (Buganda est la première station par laquelle est née l'Eglise Adventiste au Burundi) ;





*Figure 7: Stockage de l'urine de lapin dans l'attente d'un marché hypothétique, à Butara (Buganda)*

### 5.3.3 Les opportunités du maillon Commercialisation des produits cunicoles

- Existence d'un marché potentiel au niveau national et sous régional de produits cunicoles.
- La viande de lapin est en général appréciée par le consommateur avisé.

## 5.4 La transformation des produits cunicoles

Le maillon transformation est presque inexistant. La viande de lapins est consommée sautée (soupe), rôtie, ou grillée. La fabrication des chaussures avec des peaux de lapins qui s'était installée à Buganda a fermé son atelier. Les raisons ne sont pas connues, mais il est possible de penser que le manque de matières première soit à la base de l'abandon.

### 5.4.1 Les contraintes identifiées au niveau de la transformation

- Absence d'unités de transformation des produits cunicoles
- Pas de connaissances dans l'abattage des lapins en respect des exigences des consommateurs
- Absence d'appui-conseil et formation en matière de transformation de produits cunicole



Figure 8: Commercialisation de la viande de lapin à la ferme Farm Chicken Rabbit investissement de Butara à Bukinanyana



Figure 9: Viande de lapin congelée-à la ferme de Mr HACIMANA Damascène et NIYURUKUNDO Anitha à Butara dans Bukinanyana

#### 5.4.2 Les opportunités identifiées au niveau de la transformation

- Existence de personnes ressources en technologie agro-alimentaires lauréats de la FABI dont leurs compétences devraient être mis à profit des filières agro-alimentaire spécialement au niveau de la transformation.
- Pas de connaissances dans l'abattage des lapins en respect des exigences des consommateurs
- Absence d'appui-conseil et formation en matière de transformation de produits

## VI. ANALYSE DE LA FILIERE CUNICOLE

### 6.1 Atouts de la filière cunicole

La filière cunicole burundaise en dépit son faible niveau de développement, regorge des atouts pour son développement.

#### ➤ Au niveau de la production :

- ✓ Un engouement pour la cuniculture : L'Etat, à travers la sensibilisation et la mobilisation de la population active urbaine et rurale pour la production agricole en générale et cunicole en particulier. Des associations coopératives autour de l'activité cunicole avec des plateformes sur des réseaux sociaux. L'amenuisement des superficies agricoles dû à la pression démographique qui fait que les pâturages se raréfient pousse les populations à se rabattre sur les activités à faible besoin d'espace comme la cuniculture. Une loi sur la stabulation permanente est effective depuis le mois d'octobre 2022.
- ✓ Un climat favorable pour la cuniculture sur tout le territoire national : la température moyenne sur toute l'année est 24,5°C, avec neuf (09) mois de pluie. Ces conditions sont idéales pour la cuniculture.
- ✓ Sur le plan sanitaire, il est noté l'existence de pharmacies un peu partout à travers le pays ; au niveau des provinces et parfois même au niveau des communes.

#### ➤ Au niveau du marché

- ✓ Existence d'un marché d'écoulement des produits cunicoles dans l'Est de la République du Congo
- ✓ Une maîtrise dans la collecte de l'urine et des crottes par les éleveurs. La valorisation de ces sous-produits en épandage dans les cultures pourrait apporter une valeur ajoutée à la filière. Bien qu'il soit admis que le compost constitué des déjections de lapin (urine et crottes mélangés) est un excellent fumier, la part de chaque constituant n'est pas connu. Les essais sont en cours à l'ISABU pour la détermination du dosage efficient de l'urine pour ses différents usages.

- ✓ Le développement du projet "Label Burundi Lapin" (voir annexe 3) avec l'état et des partenaires privés, pourrait amener un accroissement de compétences dans la cuniculture au Burundi. Les 4 centres d'élevage en cours de création pourraient ainsi devenir des fermes "modèles" qui seraient des lieux de production de lapins, mais aussi des lieux de formation appliqués à la cuniculture pour les éleveurs présents ou futurs.

## **6.2 Menaces de la filière cunicole**

Le faible pouvoir d'achat du consommateur au niveau local ou national. Le très faible niveau de compétences en élevage cunicole dans la population rurale, mais aussi dans les maisons de l'élevage des provinces.

L'une des menaces de la filière cunicole burundaise pourrait être l'envahissement du marché local par les produits importés de la sous-région ou de l'international.

## **VII. PROPOSITION D'UN PROGRAMME DE DYNAMISATION DE LA FILIÈRE CUNICOLE EN PROVINCE CIBITOKÉ.**

La présente étude a révélé une faible performance de la filière cunicole au regard de ses potentialités. Le marché d'écoulement des lapins et de ses co-produits est actuellement quasi-inexistant.

La vision de l'Etat Burundais est de dynamiser la filière cunicole et lui permettre ainsi de contribuer à combler le déficit en produits d'origine animale et avoir un surplus pour l'exportation. A cette fin, il apparaît indispensable de réorganiser la filière, pour rendre les services et intrants accessibles et permettre des relations d'affaires entre ses différents maillons et sous-maillons.

### **7.1. Objectif de Développement du Programme**

Promouvoir une filière cunicole nationale plus productive et compétitive, en mesure de répondre aux besoins nationaux en produits cunicoles, d'ici 2030

#### **7.1.1. Objectifs stratégiques**

Le programme comporte cinq (05) objectifs stratégiques :

- ✓ Améliorer les connaissances sur la sous-filière traditionnelle ;

- ✓ Renforcer durablement les capacités techniques et organisationnelles des acteurs de la filière, à travers un appui institutionnel conséquent ;
- ✓ Améliorer durablement la production et la productivité cunicole ;
- ✓ Moderniser les infrastructures de transformation et de commercialisation des produits cuniques.
- ✓ Améliorer l'accès aux financements pour les acteurs de la filière cunicole.

### 7.1.2. Stratégies d'intervention et activités du programme

Au regard des atouts, contraintes, opportunités et menaces de la filière cunicole burundaise, les actions du futur programme seront organisées autour de cinq (05) axes d'intervention :

#### **Axe 1 : Renforcement de la recherche appliquée pour un meilleur développement de la filière cunicole (Recherche –Action-Développement).**

Le diagnostic a révélé une insuffisance d'informations techniques sur la cuniculture en général et sur le système traditionnel en particulier. Au regard de l'importance de cette filière dans le pays et surtout dans la satisfaction des besoins de la population en protéines animales et dans la lutte contre la pauvreté surtout en milieu rural, il est souhaitable que **du travail de terrain** soit conduit pour mieux maîtriser les paramètres de production de lapins de race locale, plus rustiques et dont la conduite nécessite devrait demander moins d'intrants (alimentation, logement, sanitaire...). Par exemple, des modèles de logement pour lapins (bâtiment et cage) à moindre coût et adaptés aux conditions climatiques locales devraient être proposés, ainsi que des formules d'aliments équilibrés (en granulé), et des protocoles de suivi sanitaires adaptés, expérimentés et stabilisés pour les élevages traditionnels. Les connaissances sur la filière pourraient servir à élaborer des manuels de formation à l'intention des techniciens d'encadrement. Ces derniers pourraient ensuite instruire de manière concrète et pratique les éleveurs, par exemple autour d'un clapier "témoin" d'une maison provinciale d'élevage.

Pour ce qui concerne le maillon de la transformation, l'offre en produits cuniques transformés est très limitée. Y a-t-il un marché pour des produits cuniques transformés, sachant que le marché cunicole "classique" est déjà très limité?

L'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU), l'Institut de Recherche Agronomique et Zootechnique (IRAZ) et les Universités pourraient être mis à contribution pour la conduite de ces travaux.

#### **Axe 2 : Renforcement des capacités techniques et organisationnelles des acteurs de la filière cunicole**

Le diagnostic de la filière cunicole a clairement révélé une insuffisance de formation et d'appui-conseil des cuniculteurs tant pour la sous-filière traditionnelle que pour la sous-filière moderne

en techniques améliorées d'élevage du lapin. Il est également noté un faible niveau d'organisation des producteurs, ce qui rend difficile une mutualisation des moyens de ces derniers pour accéder à certains services. Deux actions sont préconisées dans cet axe :

➤ **Renforcement des capacités techniques des producteurs**

L'étude a clairement révélé l'insuffisance de formation et d'appui-conseil des cuniculteurs tant pour la sous-filière traditionnelle que pour la sous-filière moderne en techniques améliorées d'élevage de la volaille. Face à cette situation l'Etat devra renforcer les structures d'appui conseil en vue de permettre aux cuniculteurs qui le souhaitent de bénéficier d'une formation de qualité. Le système de formations en cascades promues par Vétérinaires Sans Frontière-Belgique pourrait être mis à l'échelle. Nous préconisons cependant un système totalement basé sur les techniciens de l'Etat et les acteurs privés. A titre d'exemple, s'il s'agit de vulgariser des technologies conçues par la recherche, le mécanisme consistera en la formation de cadres supérieurs du MINEAGRIE, qui formeront ensuite les techniciens d'exécution qui en dernier ressort formeront les cuniculteurs à la base. Cela va non seulement permettre d'améliorer les productions, mais aussi de tendre vers un début de la segmentation dans la sous-filière traditionnelle. Ainsi, des cuniculteurs pourront se spécialiser dans la production tandis que d'autres se consacreront uniquement à la production d'aliments.

➤ **Renforcement des capacités organisationnelles des acteurs de la filière cunicole**

Au regard de l'importance de la mutualisation des énergies et des moyens pour accéder à certains services et intrants, nous pensons qu'il est impératif d'encourager les acteurs des différents maillons à s'organiser des échelles plus petites pour aller progressivement à l'échelle provinciale voire nationale. Par exemple, pour la production, l'organisation des petits éleveurs en coopératives d'éleveurs de lapin serait une bonne chose. Cela aura le privilège de permettre aux intervenants de la filière de mutualiser leurs efforts pour bénéficier de certains services.

### **Axe 3. Amélioration durable de la production et de productivité cunicoles**

L'étude a révélé une faiblesse de la production cunicole, du fait de plusieurs contraintes, dont les difficultés d'accès aux lapins d'élevage de qualité, la cherté et la faible disponibilité d'aliments de qualité, la faiblesse de l'offre en santé du lapin, notamment en système traditionnel. Au regard du potentiel et des opportunités que présente la cuniculture, il apparaît opportun d'engager des actions fortes pour améliorer durablement la production. Les actions suivantes sont préconisées :

➤ **Amélioration de l'offre en lapins d'élevage de bonne qualité :**

Face aux difficultés d'approvisionnement en lapins d'élevage, il s'avère impératif d'appuyer la mise en place d'un dispositif performant de production de lapins de qualité. Heureusement, justement pour répondre à cette préoccupation, l'Etat vient de se doter de quatre centres naisseurs répartis à travers le pays dont un est installé à Mugina dans la zone du projet Initiative Main dans la Main. L'arrivée des premiers lapins parentaux (Lignée PS40) est prévue pour le 4 décembre 2024. Rappelons que les performances de lapins sélectionnés ne peuvent s'exprimer que dans un système d'élevage optimal incluant: un logement adéquat, un suivi sanitaire strict, une alimentation de qualité, un suivi zootechnique régulier et sérieux.

**Une seconde voie d'action est de constituer des troupeaux cunicoles à partir de la race locale, et de sélectionner progressivement les meilleurs reproducteurs.** Ceci permettrait d'affranchir le Burundi d'une importation régulière de lapin provenant de firmes Européennes. L'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU), l'Institut de Recherche Agronomique et Zootechnique (IRAZ) et les Universités pourraient être mis à contribution pour la conduite de ces travaux.

**Stratégie de mise en œuvre de la filière**

Les services en charge de l'élevage au niveau du Bureau Provincial de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage devront être associés pour assureront l'encadrement des cuniculteurs tout en respectant rigoureusement les mesures de biosécurité. Ils seront appuyés par les services spécialisés de la Direction Générale de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Vulgarisation et de la Mobilisation pour l'Auto-Développement.

En outre, ce centre devrait se doter d'un volet formation où les stagiaires reçoivent une formation professionnelle pratique avec possibilité de rentrer avec des animaux et éventuellement des équipements nécessaires pour démarrer leurs propres fermes.

➤ **Encadrement de la filière alimentation animale en général et du lapin en particulier :**

Le diagnostic a révélé une forte variabilité de la qualité et des coûts des aliments pour volaille sur le marché Burundi, ce qui témoigne d'une insuffisance de contrôle. Les coûts des matières premières sont tout aussi très variables.

Les éleveurs de lapins éprouvent beaucoup de difficultés pour disposer d'aliments de qualité. En effet, les aliments sont non seulement peu disponibles, mais en plus très chers, si bien que les éleveurs ne peuvent les utiliser, avec évidemment des performances d'élevage moindre. Il faudrait donc renforcer le dispositif de production d'aliment à base de produits végétaux locaux, et non importés, pour accroître l'autonomie du pays. A ce titre, il faut accompagner la mise en place d'unités de production d'aliments, la distribution des aliments à travers toute la zone du projet. L'action consisterait à appuyer la mise à niveau des deux usines d'aliments existantes et à accompagner la troisième dont la construction serait en vue en province Mwaro avec des points de vente dans la zone du projet. Les points de vente dans la zone du projet peuvent être créés avec l'appui du projet à travers une opération à coûts partagés. Un accompagnement sur la formulation d'aliment granulé cunicole à partir de matière première locale devrait être développé.

Pour offrir des aliments de qualité aux cuniculteurs à des prix relativement harmonisés, il est souhaitable qu'un cadre réglementaire soit mis en place pour contrôler l'importation, la production et la commercialisation des aliments pour lapins, et certainement pour tous les animaux d'élevage. Pour garantir une bonne application de cette future réglementation, il sera nécessaire d'implanter un laboratoire d'analyses bromatologique. Cette action est entièrement du ressort de l'Etat.

➤ **Amélioration de l'offre en santé au profit des élevages cunicoles ;**

Pour une meilleure prise en charge de la santé des élevages cunicoles, il est souhaitable de rapprocher davantage les produits vétérinaires des éleveurs. Cela pourra se faire à travers la formation d'auxiliaires au niveau des collines. Ces derniers se chargeront d'assurer le suivi et le traitement des lapins. Ils pourront en outre intervenir dans la sensibilisation de proximité. En ce qui concerne l'hygiène des clapiers et les mesures de biosécurité. Il est à noter que pour le moment, très peu de produits pour le traitement des pathologies spécifiques pour le lapin sont disponibles dans les pharmacies vétérinaires au Burundi.

**Axe 4 Modernisation des infrastructures de transformation et de commercialisation des produits cunicoles.**

L'étude a révélé observé une chaîne de distribution des produits cunicoles encore embryonnaire. En effet, la chaîne d'abattage apparaît très peu organisée. Pour le moment, un seul abattoir a été construit spécialement pour accueillir les lapins. Celui-ci est installé sur la



colline Gasunu de la commune Giheta en province de Gitega. Cet abattoir de la coopérative Sopragrie (Solidarité pour la promotion de l’agriculture et de l’élevage), est conçu pour une capacité d’abattage d’au moins 2 000 lapins par heure, soit 8 000 lapins par jour. Il apparaît donc nécessaire de mettre en place des infrastructures modernes de transformation. Cet investissement peut être conduit par deux mécanismes : soit (i) directement porté par l’Etat de concert avec les communes, avec à la fin une gestion cédée aux acteurs privés sous forme de location, soit (ii) à coûts partagés, c’est-à-dire que l’Etat mobilise une partie des financements et fait un appel à candidature pour identifier des acteurs privés qui pourraient bénéficier de l’infrastructure après une contribution à l’investissement suivant un taux prédéfini par l’Etat. Une bonne gestion de ces infrastructures nécessitera des renforcements de capacités sur leur conduite et les bonnes pratiques d’hygiène des produits cunicoles. Enfin, pour promouvoir la consommation de la viande de lapin, des journées portes ouvertes avec un repas dont le menu est basé sur les différentes préparations culinaires de lapin.

## **Axe 5 Amélioration de l’accès aux financements**

L’étude a révélé des difficultés d’accès aux financements pour les acteurs de la filière cunicole dans leur ensemble. Face à cette situation il est impératif que l’Etat avec l’appui de ses partenaires, envisage la mise en place d’un dispositif de financement adapté aux besoins des cuniculteurs et des éleveurs en général. Cela peut se faire sous forme de projets à co-financement précédés de l’établissement d’une bonne historique de chaque bénéficiaire ou purement de subvention, toujours dans les mêmes conditions. Cependant, il faudra veiller à ce qu’aucun bénéficiaire ne parte de la subvention pour démarrer son activité.

### **7.2. Modèles d’unités de production**

Les modèles d’unités de production de cunicole à promouvoir chez les éleveurs ruraux doivent tenir compte des conditions d’élevage qui prévalent la région de Cibitoke et de la qualité des animaux à élever.

#### **7.2.1. Elevages en mode rural avec des lapins de race patrimoniale (locale)**

Pour ce type d’élevage, trois hypothèses correspondant à trois niveaux de productions sont présentées dans le tableau suivant :

<b>Modèle</b>	<b>Caractéristiques</b>			<b>Paramètres de production annuelle</b>			
<b>Hypothèse</b>	<b>Alimentation</b>	<b>Soins vétérinaires</b>	<b>Logement et suivi de la reproduction</b>	<b>Nombre de portées avec 5 lapereaux</b>	<b>Taux de mortalité naissance vente (%)</b>	<b>Nombre de lapins de 2,5-3 kg</b>	<b>Nombre total de lapins de 2,5-3 kg par unité de 5 lapines</b>

Basse	Fourrages récoltés plus un peu de supplément (maïs ou son de riz)	Minimum ou inexistant	Basique	2	30	8	40
Moyenne	80% Fourrages récoltés et 20% supplément (maïs ou son de riz)	Possibles	Propre, et suivi régulier	3	20	12	60
Haute	60% Fourrages récoltés et 40% supplément (maïs ou son de riz)	Plus réguliers	Bien propre, et suivi très régulier	4	15	19	95

### 7.2.2. Elevages en mode intensif avec des lapins améliorés type Hypharm

Le mode intensif sera réservé aux éleveurs disposant de moyens suffisant pour bien entretenir des lapins de grandes performances dans des conditions appropriées d'une part, et surtout une bonne maîtrise des techniques d'élevage de lapins. Les unités de production pourront varier dans la taille sans toutefois excéder 40 lapines en production. Seuls les élevages détenus par des professionnels en la matière et disposant des marchés assurés pourront exploiter des fermes cunicoles avec des effectifs supérieurs à 40 lapines.

## VIII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La présente étude a révélé le caractère embryonnaire de la filière cunicole au Burundi en général et dans la province de Cibitoke en particulier. Les productions cunicoles restent largement faibles vis-à-vis du potentiel de la filière et des besoins potentiels de la population. Ces faibles productions s'expliquent par les nombreuses contraintes auxquelles fait face la filière, notamment sur les plans du renforcement des capacités et de l'approvisionnement en intrants d'élevage et de la prise en charge sanitaire de l'élevage de lapins. La dynamisation de cette filière assez stratégique pour l'approvisionnement de la population en produits cunicoles et dans l'amélioration des conditions de vie des populations à faibles revenus est une nécessité pour le pays. Pour se faire, un plan d'intervention avec des actions intégrées associant le renforcement des compétences en techniques de cuniculture et aussi en organisation de l'élevage, l'accessibilité à des aliments équilibrés, des lapins de meilleure qualité génétique, l'amélioration de la couverture sanitaire des élevages dans leur ensemble, la recherche sur la filière (paramètres zootechniques, alimentation, santé, habitats, etc.) et l'assainissement du circuit de commercialisation et l'amélioration de l'accès aux financements, devra être mis en œuvre. Afin notamment de disposer des lapins ayant un meilleur potentiel génétique, la coordination des actions devra se faire avec le projet "**Label Burundi Lapin**". Ce projet associe l'état et des ONG mais surtout des partenaires fournisseurs de parentaux (Hypharm). A

leur tour, les centres naisseurs lapins, en plus de la production des lapins d'élevage, devraient accueillir des stagiaires qui veulent démarrer leurs propres fermes cunicoles. Les stages seraient organisés de façon à dispenser une formation professionnelle et pratique qui permet au bénéficiaire de faire correctement la cuniculture avec la technicité qu'exige ce type d'élevage. Les instituts de recherche devrait pouvoir installer un troupeau "expérimental" à partir de la race locale et réaliser une sélection des meilleurs reproducteurs. Ce travail permettra à terme une meilleure autonomie du pays en matière de génétique cunicole.

La dynamisation de la filière cunicole va nécessiter un engagement ferme de l'Etat et de ses partenaires dans la mise en œuvre des actions du Plan de développement qui aura été établi.

Une des priorités des services publics devrait être la mise en route d'un **véritable plan de formation** en cuniculture appliquée, avec des outils pédagogiques (à créer) bien adaptés pour former des techniciens de terrains, et d'autre part des outils pédagogiques véritablement destinés et adaptés aux éleveurs actuels et futurs. Ce plan de formation à deux étages (techniciens, éleveurs) devrait être mis en œuvre dans chaque commune, et pourrait aussi inclure des animations (ateliers découverte, dégustation, etc...) sur la consommation de la viande de lapin.

## **IX. Références Bibliographiques**

**Institut De Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU), 2013.** Rapports des projections démographiques 2008-2030, 28 p.

**Institut De Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU), 2020.** Annuaire Statistique du Burundi 2019. 299 p.

**Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, 2008.** Stratégie Agricole Nationale 2008 – 2015

**Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, 2011.** Plan national d'investissement agricole (PNIA) 2012 - 2017.

**Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Projet de Réhabilitation du Secteur de l'Elevage (PARSE). 2014.** Rapport technique annuel 2013

**Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. 2014.** Etats généraux de l'agriculture et de l'élevage (EGAE), Edition 2014. Rapport général

**Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MINAGRIE), 2016.** Plan National d'Investissement Agricole (PNIA), 2016-2020. Burundi. 75 p

**Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage (MINAGRIE). 2020.** Document d'orientation de la politique environnementale, agricole et d'élevage (DOPEAE). 155p

**OCDE/FAO, 2020.** Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2020-2029. 357 pages

**République du Burundi, 2010.** Stratégie Agricole Nationale 2008 - 2015. Document d'orientations stratégiques pour le secteur de l'élevage (DOS). Volume 1 &2. Texte principal Mars 2010

## 9.1. Annexe 1 : Guide d'entretien pour la collecte de données

### I. Focus groupes avec Techniciens vétérinaires communaux et éleveurs de lapins

#### 1. Typologie de la cuniculture :

- Présentation de l'exploitation : statut de l'éleveur, localisation, autres activités que la cuniculture, part de la cuniculture dans les activités de l'exploitation (temps et revenus)
- Types d'exploitations : familial, semi-intensif, etc.
- Taille du troupeau (nombre de lapins par exploitation) et races élevées ;
- Origine et modalités d'approvisionnement en lapins d'élevage
- Nombre d'animaux reproducteurs, femelles, mâles.

#### 2. Mode de conduite de l'élevage :

- Logement (habitat) : enclos, types de clapiers : intérieurs, fermes avec clapiers à l'extérieur de la maison principale ;
- Alimentation : fourrage, complément de céréales (maïs), granulés commerciaux : pourcentage relatif (ex. Que représente le fourrage dans la ration journalière)
  - i. Consommation journalière moyenne d'aliments par lapereau (g/j)
  - ii. Consommation journalière moyenne d'aliments par lapine adulte (g/j)
  - iii. Consommation journalière moyenne d'aliments par mâle reproducteur (g/j)
  - iv. Consommation journalière moyenne d'aliments par lapins à l'engrais (g/j)
- Suivi vétérinaire : maladies fréquentes, accès aux soins de santé vétérinaires (services vétérinaires publics ou privés), accès aux produits vétérinaires (pharmacies vétérinaires) disponibilités des médicaments
- Niveau de connaissances dans le domaine de la cuniculture :
  - i. Habitat

- ii. Alimentation
- iii. Reproduction
- iv. Manipulation

### 3. Performances techniques des élevages

- Précocité : à quel âge les lapins sont mis à la reproduction (première saillie) ;
- Prolificité (taille des portées ou nombre de lapereaux par mise bas)
- Durée de lactation
- Nombre de mises bas par an par lapine ;
- Taux de mortalité des jeunes avant sevrage.

### 4. Modalités de vente des lapins :

- Comment sont abattus les lapins actuellement ?
- Quel est le volume des ventes au cours d'une année (en nombre) :
  - i. Lapins vifs ?
  - ii. Vente en carcasse ?
- Principaux clients ?
- Modalités de fixation des prix etc. ?
- Liens entre les producteurs et commerçants ?
- Comment se fait le transfert de l'information des commerçants aux producteurs ?

### 5. Activités faites dans l'encadrement des éleveurs de lapins, et comment se fait le contrôle de la qualité des produits ?

### 6. Principales maladies observées en élevage lapins dans les 5 dernières années. Quels sont les mesures d'atténuation les plus pertinentes mis en place

### 7. Estimer les prix d'achats des lapins chez les producteurs, les prix de vente chez les commerçants et les prix des produits de la viande de lapins au niveau des consommateurs.

8. Estimer les principales dépenses annuelles liées à l'élevage lapin.
  - Estimer les coûts d'investissement : logement, équipement (abreuvoirs, mangeoires, nids, matériel de ferme : brouettes, faucille, bacs, matériel aratoires...)
  - Le coût des aliments, de l'eau, des produits vétérinaires, de désinfection, etc...
  - Le coût de la main d'œuvre (gardiennage).
9. Estimer les recettes annuelles provenant de l'élevage lapin uniquement ;
  - Vente des animaux vivants,
  - Vente du fumier
  - Vente de l'urine
10. Faire une répartition sommaire de la valeur ajoutée au sein des différentes parties prenantes.
11. Quelles sont les contraintes et les opportunités liées à l'élevage lapin, ainsi que leurs attitudes et comportements face à ceux-ci ?
12. Suite à ces contraintes et opportunités, que pourraient être les principales innovations pouvant être initiées ?

## **II. Partenaires techniques et financiers**

1. Origine des lapins distribués dans le cadre de la promotion de la filière
2. Effectifs diffusés et années de diffusion ?
3. Système de suivis mis en place ?
4. Principaux résultats atteints ?
5. Question liée à la durabilité de leurs interventions après le projet ?

### **III. Cadres des services de la BPEAE**

1. Vision et stratégies du Gouvernement pour le secteur de l'élevage ?
2. Documentation existante sur l'élevage lapin :
  - Statistiques nationales sur les effectifs d'animaux
  - Périodes d'apparition des principales maladies du lapin, etc.
3. Règles et réglementations existantes en matière de biosécurité et protection de l'environnement ;
4. Contraintes majeures et opportunités du secteur de l'élevage lapin à Cibitoke
5. Qu'est-il advenu des lapins diffusés en 2011 (PARSE-FIDA) en provenance du centre de sélection de lapins Hycole (France) ?

### **IV. Guide d'entretien au niveau des marchés locaux**

1. Identifier les marchés locaux des lapins ;
2. Estimer l'importance relative des lapins comparativement aux autres espèces animales
3. Les lapins vendus par catégorie d'âge et de sexe
4. Qui sont les types d'acheteurs impliqués ?
5. Y-a-t-il des commerçants intermédiaires (collecteurs) de lapins ?
6. Quels sont les prix pratiqués ?
  - A quel poids sont vendus les lapins pour la viande ?
  - Y-a-t-il des ventes d'animaux adultes reproducteurs ?
7. Est-ce que les lapins vendus (l'offre) sur les marchés satisfont les besoins des acheteurs (la demande) en lapins.
8. Quels sont les types de transformateurs de produits d'élevage lapin trouve-t-on le long de la filière ? Quel est le statut social de ces transformateurs ? Sont-ils autonomes ou intégrés ?
9. Comment sont abattus les lapins actuellement ?
  - Y-a-t-il nécessité d'installation d'un abattoir pour lapin ?



10. Quelles sont les capacités et les limites des installations de l'abattoir pour répondre aux exigences de quantité et aux normes de qualité ?
11. Quelles sont les contraintes et les opportunités liées aux activités des différentes parties prenantes de la filière lapin, ainsi que leurs attitudes et comportements face à ceux-ci ?
12. Suite à ces contraintes et opportunités, que pourraient être les principales innovations pouvant être initiées ?

## V. Commerçants

1. Donner le circuit d'approvisionnement des lapins (donner leur importance relative)
2. Donner le circuit de destination des lapins (donner leur importance relative)
3. Quels sont les types de consommateurs de produits issus des lapins ?
4. Avez-vous des intermédiaires entre vous et les producteurs ? (Quel est leur rôle ? Comment sont-ils rémunérés, quelles sont les relations entre vous et ces intermédiaires ?)
5. Comment les producteurs vendent-ils leurs lapins ? - individuellement/collectivement, par l'intermédiaire de négociants, directement sur le marché local ou dans la ville dans le cadre d'accords contractuels ?
6. Comment se fait la fixation des prix des lapins vivants à l'achat et à la vente ? (Qui fixent les prix, sur quelle base, quelle est la marge bénéficiaire pour un lapin, etc.)
7. Estimer le volume de vente au cours d'une année et le prix de vente des lapins et *de la viande de lapin*.
8. Est-ce qu'il y a une variation des prix au cours d'une année ?
9. Quels sont les types de dépenses pour vos activités de commercialisation/transformation des lapins à part l'achat des lapins ? : taxes, frais d'abattage
10. Quelles sont les contraintes et les opportunités liées aux activités des différentes parties prenantes dans le développement de la filière lapin, ainsi que leurs attitudes et comportements face à ceux-ci ?
11. Le marché des lapins peut être source de contamination et propagation des maladies. Quelles sont les mesures de lutte contre la propagation des maladies

connaissez-vous ? Les quelles vous pratiquez ? (Classer par d'importance relative)

12. Suite à ces contraintes et opportunités, que pourraient être les principales innovations pouvant être initiées ?

## **VI. Guide d'entretien au niveau des collecteurs/Commissionnaires**

1. Comment les commerçants partagent-ils avec les producteurs les informations essentielles sur les quantités du marché ?
2. Type d'exploitation de provenance des lapins ?
3. Quels volumes d'animaux ces collecteurs collectent-ils au cours de l'année ?
4. Quel est l'importance relative des lapins dans ce volume
5. Quel est le niveau de confiance entre les commerçants et les collecteurs ?
6. Comment est organisée la fixation des prix des lapins ?

## **VII. Hotels –Restaurants et cabarets**

1. Quels types de transformation faites-vous de la viande lapine ? et les prix ?
2. Origine de la viande de lapin que vous commercialisez ?
3. Quels sont les types de clients pour ces produits ? et quelles sont leurs préférences et exigences des consommateurs ?
4. Quelles sont les capacités et les limites des installations de transformation pour répondre aux exigences de quantité et aux normes de qualité ? Dans quelle mesure vous connaissez et respectez les bonnes pratiques et normes d'hygiène et de sécurité ?
5. Quelles sont vos connaissances et les compétences en matière de transformation des produits animaux ? Où trouvez-vous des informations actualisées sur les exigences en matière de transformation, de réglementation et de marché ?
6. Existente-t-il des associations de transformateurs ? Quels services offrent-elles ? Comment sont-elles liées aux autres acteurs de la filière ?

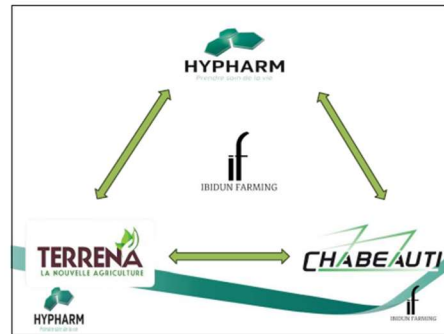
## 9.2. Annexe 2 : Liste des personnes rencontrées

Tableau 1: Quelques-uns des acteurs engagés dans le domaine cynicole

Acteur	Adresse physique	Téléphone	Observations
<b>Les éleveurs de lapins</b>			
NININHAZWE Berchmans	Bukinanyana (Nyamyeha)	61178356	La ferme de Son Excellence le Premier Ministre (400 lapins)
HACIMANA Damacène et NIYURUKUNDO Anitha	Bukinanyana (Butara)	61642621 et 66692724	1000 -1338 lapins
UWITONZE Loth	Mabayi (Kabere-Ndogomba)	69831310	70 lapins
NIMBONA Aline	Mabayi (Mukoma)	68570825	Appui PAEEJ
NDACAYISABA Juvénal	Mugina (Rusagara)	69717485	Lapins de race locale
NKURIYINGOMA Blaise	Mugina , Centre Naisseur	79790706	
Didace	Mugina Centre naisseur		
NDAYISHIMIYE Obed	Murwi (Manege)		
HAGABIMANA Isidore DUKUZE Mireille	Murwi (Manege)	68350835 61664802	
SINDAYIGAYA Richard	Buganda (Gasenyi Centre)	69656960	Coopérative Twitezimbere mu Bworozi bw'inkwavu ; Appuyé par Help Chanel
MANIRAFASHA Georgette	Buganda (Kaburantwa TR6)	68241815	MUTSIRI Antoine (Australie)
HAGABIMANA Ferdinand et Madame Jeanine		69372679 69616782	Coopérative Twitenzimbere mu Bworozi bw'Inkwavu COSAD
NIYINTUNZE Adèle	Cibitoke (Sahara TR7)	66608263	Lapins Hycole
<b>Pharmacies</b>			
Pharmacie « Porc Vie Akanuze » tenue par HAKIZIMANA Audace	Cibitoke Centre	69153146	Dispose déjà des échantillons de médicaments spécifiques pour le lapin

<b>Acteur</b>	<b>Adresse physique</b>	<b>Téléphone</b>	<b>Observations</b>
Pharmacie COOPERS Burundi BABIKA Tharcisse	BP 2257 Bujumbura, Rohero 1	257 22 22 5515 79 910650	Principal importateur de vaccins
Pharmacie ALCHEM Roland RASQUINHA Brian RASQUINHA	Avenue de la Victoire, B.P. 2491 Bujumbura	257 22 22 2632 ; 79080808	
Pharmacie BOLENA Boland RASQUINHA	4, Boulevard Patrice Lumumba, BP 2578 Bujumbura	257 22 22 1321 ; 77789955	
NIKOBARI Jean Claude et BAZISABIRA Félicité	Bujumbura,	22279654	
Pharmacie TERIMBERE NIKUNDANA Adrien NININHAZWE Chantal	Rohero 1	79 915167 79199722	
Pharmacie NDUWABOROZI Sylvana	BUJUMBURA, Rohero I	71063457	Technicienne vétérinaire : assure le suivi sanitaire et l'encadrement des éleveurs
<b>Commercialisation des produits cynicoles</b>			
Coopérative Populaire de Mutoyi (COPOMU) à Jabe (Pascal)	Bujumbura		Aliments volaille et lapin
Coopérative Populaire de Mutoyi (COPOMU) à Kigobe (Bosco)	Bujumbura	79471622	Viande de lapin : (Carcasses de lapin déshabillées)
NDIKUMANA Jean Bosco	Mutoyi Bugendana	69883828	Commissionnaire dans la fourniture des lapins, aliments, équipement et médicaments en provenance de la COPOMU
NDIKUMASABO Déo	Bujumbura Avenue de l'Agriculture	69475486	Vendeurs de aliments non mélangés
MINOLACS: Fournisseur d'aliments Munir BASHIR Peter Wahomey	Bujumbura	22277508 79913457 69503069	La plus importante usine à aliments bétail
<b>Formation-vulgarisation-Recherche développement</b>			
Dr NIYONCUTI Noé	BPEAE Cibitoke Reponsable Elevage	67167289	
NDIKURIYO Rénoat	TVC Mugina	69265870	
KIRAMIRANA Thérèse	TVC Murwi	79282777	
SINDAYIGAYA Jean	TVC Buganda	69209034	
MASIRI Alexandre	TVZ Cibitoke	66333518	

### 9.3. Annexe 3 : Projet « Label Burundi Lapin »

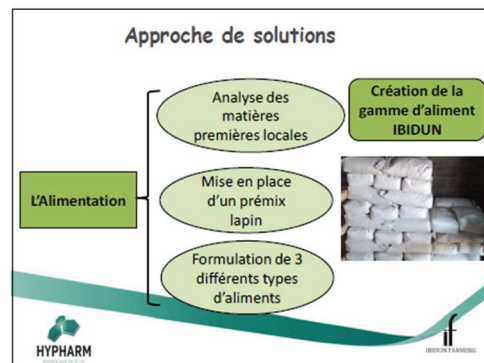
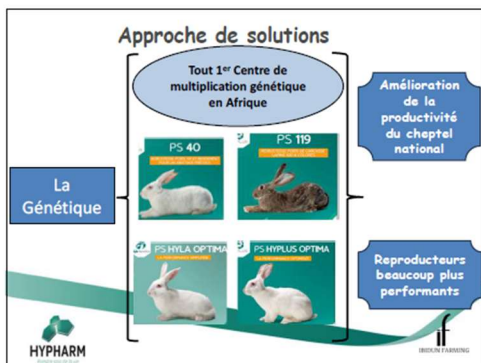
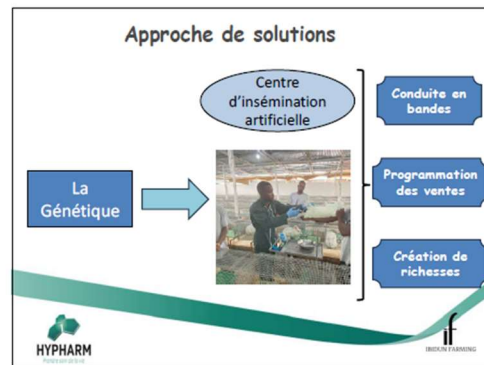
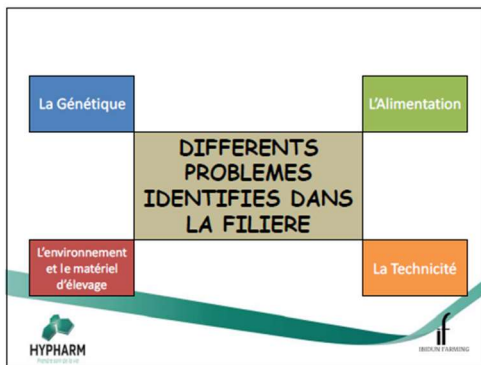
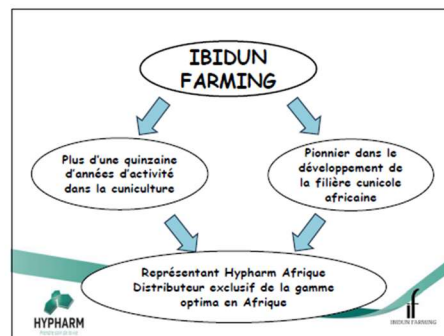


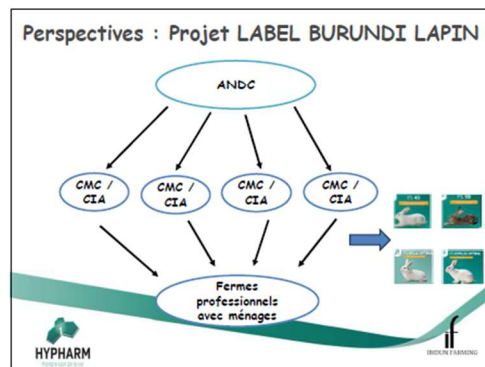
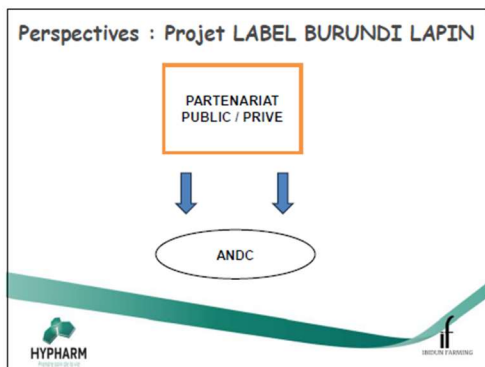
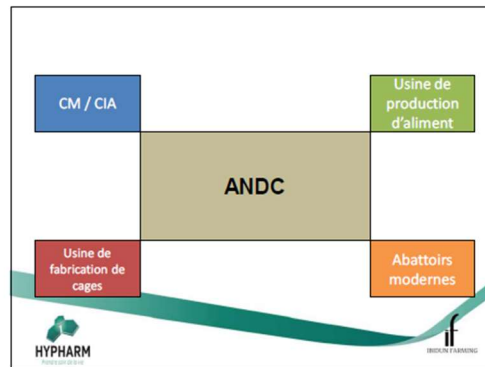
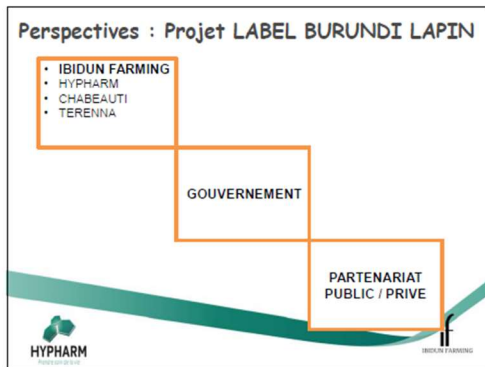
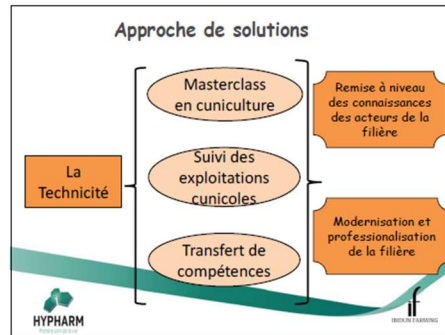
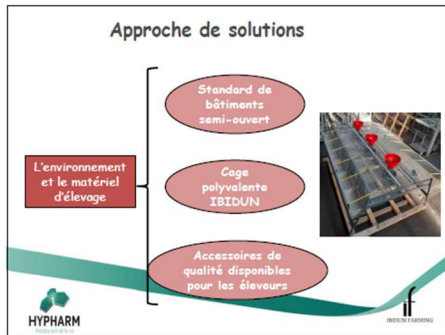
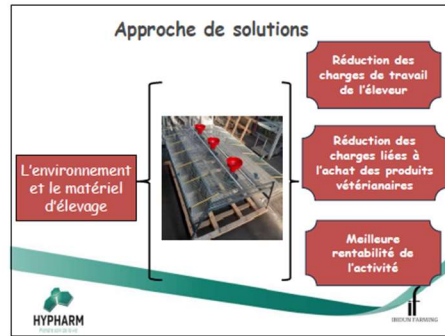
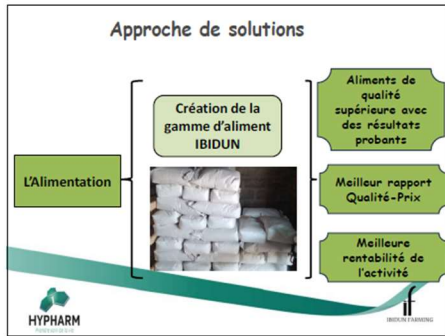
**Définitions des sigles**

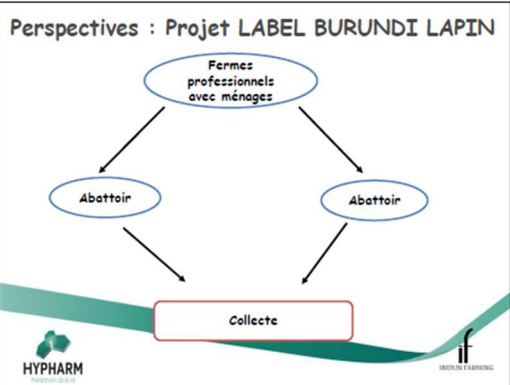
**ANDC:** Agence Nationale de Développement de la Cuniculture

**CM:** Centre de Multiplication génétique

**CIA:** Centre d'Insémination Artificielle





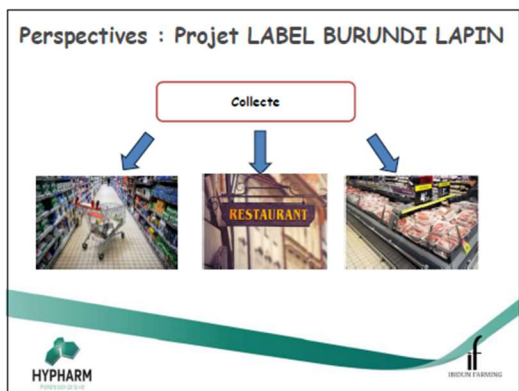


**Les avantages**

- Solution à forte valeur économique (Création de richesse)
  - Production de viande chaque 42 jours
  - Possibilité d'exportation pour satisfaire la demande du marché internationale
- Lutte contre l'insécurité alimentaire
- Positionnement sur toute la chaîne de valeur

HYPHARM

IBUKUN FARMINGS



**Les avantages**

- Création de valeurs ajoutées
- Amélioration du patrimoine génétique
- Transfert de nouvelles technologies
- Création d'emplois

HYPHARM

IBUKUN FARMINGS

## Les avantages

- **Création d'emplois**

- Gestion des fermes professionnels: **80 emplois créés**
- Gestion des centres de multiplication génétique : **40 emplois créés**
- Gestion du centre d'insémination artificielle : **40 emplois créés**
- Gestion de l'abattoir : **20 emplois créés**



Contribution à la réduction du  
taux de chômage



MERCI DE VOTRE  
AIMABLE ATTENTION





